

**LA « TRANSITION ÉNERGÉTIQUE »  
SE MUE EN ÉCOLOGIE DE GUERRE**

8

MAI 2023

3 €

3 £

3 US\$

75 CZK

240 Rs

### *AVERTISSEMENT*

Nous remercions Monsieur G. Bouvin qui, en tant qu'éditeur responsable, nous permet de publier et de diffuser légalement cette publication. Nous précisons que Monsieur G. Bouvin n'est pas responsable du contenu politique des articles et plus généralement des positions programmatiques défendues dans notre presse.

### *PRÉSENTATION*

Ce document sort en même temps en plusieurs langues. Non parce que nous aurions été très efficaces pour la traduction, mais parce qu'il est le fruit d'un travail commun dès le début de sa conception. Travail mené conjointement par les camarades de Kpk, MC et d'autres. Ceci confirme ce que nous avons commencé il y a plusieurs années et qui tend vers l'unification et la centralisation des communistes.

### *CONTACTS*

Kolektivně **proti** kapitálu

Consulter le site : <http://protikapitalu.org/>

Contact : [kpk@kapitalu.org](mailto:kpk@kapitalu.org)

Mouvement Communiste

Consulter le site : <http://www.mouvement-communiste.com>

Pour toute correspondance : [postmaster@mouvement-communiste.com](mailto:postmaster@mouvement-communiste.com)

## Table des matières

<i>LE CONTEXTE</i> .....	2
<i>LES RAISONS DES PLANS DE « TRANSITION ÉCOLOGIQUE » ET LA NOUVELLE CARTE GÉOPOLITIQUE</i> .....	4
<i>Le pari de la relance de la productivité du travail par les investissements « verts »</i> .....	4
<i>« Plans verts » et guerre en Ukraine</i> .....	6
<i>Écologie de guerre et ressources stratégiques</i> .....	7
<i>CAPITALISTES ET PROLÉTAIRES DANS LA « TRANSITION »</i> .....	11
<i>Les « engagements » des entreprises des pays capitalistes avancés</i> .....	11
<i>Les conséquences pour la force de travail</i> .....	12
<i>LUTTES OUVRIÈRES CONTRE LES PRODUCTIONS NUISIBLES</i> .....	13
<i>Porto Marghera</i> .....	13
<i>Iva à Tarente (Italie) en 2012</i> .....	15
<i>En Chine, les paysans, les ouvriers et employés des villes sont touchés par la pollution monstrueuse qui recouvre ce pays</i> .....	16
<i>LE VIVANT ET L'ÊTRE HUMAIN, UNE RELATION NATURELLE MÉDIATISÉE PAR LE TRAVAIL</i> .....	17
<i>LE CAPITALISME BOULEVERSE DAVANTAGE LA RELATION ENTRE L'HOMME ET SON ENVIRONNEMENT NATUREL</i> .....	21
<i>L'INSUFFISANCE THÉORIQUE ET POLITIQUE DE L'IDÉOLOGIE ÉCOLOGISTE FACE AU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE</i> .....	22
<i>ANNEXE</i> .....	27

## LE CONTEXTE

Le Pacte vert pour l'Europe (décembre 2019) et le *Green New Deal*<sup>1</sup> américain désignent les solutions de « transition écologique » des pays capitalistes avancés, amorcées à l'aide de subventions et d'investissements distribués par les États. Ces plans massifs en faveur de « l'économie verte » sont présentés comme la réponse aux catastrophes naturelles récurrentes, au réchauffement de la planète mais aussi aux autres pollutions industrielles ou encore aux transmissions actuelles et à venir de virus entre espèces.

Les effets du changement climatique se traduisent par des événements extrêmes répétés (canicules, sécheresses, tempêtes, inondations, etc.). Cela affecte la profitabilité du capital : « *D'ici 2100, le PIB mondial pourrait être inférieur de 37 % à ce qu'il serait sans les impacts du réchauffement. [...] Selon l'ampleur de l'impact sur la croissance, les coûts économiques du réchauffement de ce siècle pourraient représenter jusqu'à 51 % du PIB mondial.*<sup>2</sup> » La problématique de coût pour le capital se pose en particulier pour les États qui devront financer d'importantes et croissantes dépenses improductives pour réparer les dégâts et s'adapter au changement climatique. Ainsi, l'Agence nationale d'observation océanique et atmosphérique du département du Commerce des États-Unis indiquait en janvier 2023<sup>3</sup> :

*« L'année dernière, les États-Unis ont connu 18 catastrophes météorologiques et climatiques distinctes entraînant des dégâts d'au moins un milliard de dollars chacun, entraînant la mort d'au moins 474 personnes. Les 18 événements suivants, chacun dépassant le milliard de dollars, placent 2022 en troisième position (à égalité avec 2011 et 2017) pour le plus grand nombre de catastrophes enregistrées au cours d'une année civile, derrière 2021 – avec 20 événements – et 2020, avec un record de 22 événements distincts d'un milliard de dollars. [...] »*

*L'ouragan Ian a été l'événement le plus coûteux de 2022 avec 112,9 milliards de dollars de dégâts, et se classe au troisième rang des ouragans les plus coûteux jamais enregistrés (depuis 1980) pour les États-Unis, derrière l'ouragan Katrina (2005) et l'ouragan Harvey (2017). »*

Selon le « Rapport sur les menaces écologiques<sup>4</sup> » d'octobre 2022 de l'Institute for Economics and Peace : « *Le coût des catastrophes naturelles est également passé de 50 milliards de dollars par an dans les années 1980 à 200 milliards de dollars par an au cours de la dernière décennie.* » Comme l'indique le graphique ci-dessous sur l'évolution du nombre de catastrophes naturelles de 1981 à 2021, celui-ci a triplé au cours des 40 dernières années.

---

<sup>1</sup> Le concept a été popularisé par Jeremy Rifkin dans son ouvrage *The Green New Deal* (2019), qui s'est vendu à des millions d'exemplaires. L'expression a en réalité été inventée par Kenny Ausubel, un militant écologiste, à propos de la politique des Verts allemands arrivés au pouvoir en Basse-Saxe lors de la vague électorale de 1990. Au cours de leurs dix années de mandat, ils ont lancé des changements structurels pour promouvoir une production « verte », par exemple en incitant des industriels, comme Volkswagen, à utiliser des matériaux recyclables ou réutilisables, tout en augmentant les taxes sur le traitement des déchets et le prélèvement d'eau pour alimenter un fonds écologique.

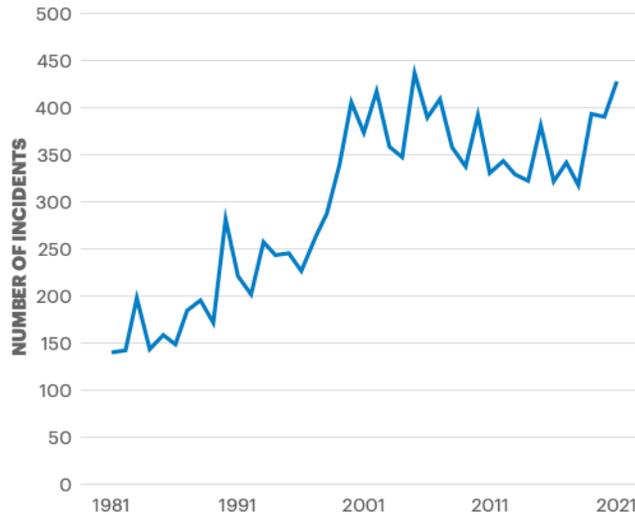
<sup>2</sup> Voir : <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/ac1d0b/pdf>

<sup>3</sup> « *Record drought gripped much of the U.S. in 2022* ». Voir : <https://www.noaa.gov/news/record-drought-gripped-much-of-us-in-2022>

<sup>4</sup> Voir : <https://www.economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2022/10/ETR-2022-Web-1.pdf>

### Trend in the number of natural disasters, 1981-2021

The global number of natural disasters has tripled over the past 40 years.



Source: EMDAT

Selon Thomas Blunck, membre du conseil d'administration de la société de réassurance Munich Re : « *Le changement climatique fait de plus en plus de victimes. Les chiffres des catastrophes naturelles pour 2022 sont dominés par des événements qui, selon les derniers résultats de la recherche, sont plus intenses ou se produisent plus fréquemment. Dans certains cas, les deux tendances s'appliquent. Un autre aspect alarmant que nous constatons régulièrement est que les catastrophes naturelles frappent plus durement les populations des pays pauvres. La prévention et la protection financière, par exemple sous la forme d'une assurance, doivent donc se voir accorder une plus grande priorité.*<sup>5</sup> »

Pourtant, le capital et ses États ne prennent des mesures concrètes contre le réchauffement climatique qu'à mesure que celui-ci entraîne des coûts improductifs conséquents et de moins en moins contrôlables qui affectent la valorisation et se soldent par un déficit de croissance du taux d'exploitation du travail social. Par ailleurs, ces actions contre la pollution peuvent servir à financer de nouvelles activités productives dans les secteurs dits « verts » de l'amélioration de l'efficacité énergétique, du recyclage et de la réduction relative des émissions de gaz à effet de serre et, de la sorte, agir en faveur de l'accumulation de capital en général. C'est dans cette dialectique entre coûts improductifs additionnels pour le capital dans sa totalité, induits par le changement climatique et d'autres bouleversements de l'environnement, et accumulation additionnelle du capital dans sa totalité, rendue possible par l'apparition d'un nouveau secteur « vert » du capital productif, que se définissent les politiques environnementales des différents États et des capitaux individuels. Avec, pour cadre, la situation budgétaire des premiers et celle des bilans des seconds.

<sup>5</sup> Voir : <https://www.munichre.com/en/company/media-relations/media-information-and-corporate-news/media-information/2023/natural-disaster-figures-2022.html>

Toutefois, outre ces facteurs, le contexte géopolitique présent introduit une nouvelle variable qui trace les contours des plans « environnementaux ». Le déclenchement de la guerre d'Ukraine a encouragé et accéléré la quête d'indépendance énergétique des pays européens face au renforcement des blocs régionaux en compétition. Bien sûr, le recentrage de la Russie vers la Chine en est une expression<sup>6</sup> centrale. La donne géopolitique a ainsi fortement conditionné la concrétisation des plans « verts » européens édictés avant la guerre d'Ukraine et à la suite de la crise exogène provoquée par la pandémie de Covid-19. La préservation de la souveraineté nationale et supranationale de bloc, la recomposition des alliances géostratégiques et la refonte conséquente des territoires productifs, des « chaînes de valeur » et des chaînes d'approvisionnement façonnant le marché mondial<sup>7</sup>, alors que se prépare le prochain conflit armé global, ont aussi fait de l'écologie politique un moment du cours général vers la guerre.

## LES RAISONS DES PLANS DE « TRANSITION ÉCOLOGIQUE » ET LA NOUVELLE CARTE GÉOPOLITIQUE

### *Le pari de la relance de la productivité du travail par les investissements « verts »*

Durant la période précédant l'expédition coloniale russe en Ukraine, la formulation des « plans verts », tant du côté américain qu'europpéen, était schématiquement la suivante : transformer la formation économique (avant tout le transport, la construction, l'énergie et l'agriculture) en vue de contenir, autant que faire se peut, sous la domination du capital, le réchauffement climatique causé par l'activité productive humaine<sup>8</sup>. Trois mois après son accession à la présidence, Joe Biden, au titre de l'accord de Paris, s'est engagé à réduire les émissions de gaz à effet de serre des États-Unis de 40 % d'ici à 2030 par rapport à 2005, avec un objectif de neutralité carbone en 2050. Le *Build Back Better Act*, devenu *Inflation Reduction Act*, a été approuvé par le Congrès américain le 16 août 2022. Quant aux Européens, ils visent une réduction de 55 % (*Fit for 55*) des émissions de gaz à effet de serre par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2030, et la neutralité climatique à l'horizon 2050.

---

<sup>6</sup> Voir : Mouvement Communiste/Kolektivně proti Kapitálu « Ukraine : L'expédition coloniale russe accélère la course à la guerre mondiale », in : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT2202FRvG.pdf>

<sup>7</sup> Voir : Mouvement Communiste/Kolektivně proti Kapitálu, « Sanctions et cours à la guerre », in : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC2250%20FRvF.pdf>

<sup>8</sup> « L'augmentation mondiale de la concentration en dioxyde de carbone est essentiellement due à l'utilisation des combustibles fossiles et aux changements d'affectation des terres, tandis que la concentration accrue de méthane et d'oxyde nitreux est essentiellement due à l'agriculture. » Rapport du Giec 2021, in : <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/>

En 2020, les énergies fossiles ont encore compté pour 83,1 % du mix énergétique mondial (contre 84,3 % en 2019 et 84,7 % en 2018) et pour 61,3 % de la production mondiale d'électricité. Le pétrole reste de loin la principale source d'énergie consommée dans le monde (31,2 % de la consommation mondiale d'énergie primaire en 2020), devant le charbon (27,2 %). (BP Statistical Review of World Energy 2021). Les comportements individuels (domestiques) ne représentent qu'une faible part de la pollution causée par l'activité humaine, la majeure partie provenant de la sphère industrielle. Émissions mondiales de GES par secteurs économiques : industrie (24 %) ; agriculture, sylviculture et autres utilisations des sols (22 %) ; électricité et production de chaleur (22 %) ; transports (15 %) ; bâtiments (6 %) ; autres énergies (12 %). Source : rapport du Giec 2021, *op. cit.*

La condition sous-jacente de la réalisation des plans « verts » est l'accroissement de la productivité du travail social et de la valorisation du capital. La Commission européenne indique que « *le changement climatique est le plus grand défi de notre époque. C'est aussi l'occasion de bâtir un nouveau modèle économique*<sup>9</sup> ».

Le capital a besoin d'investissements productifs pour relancer l'accumulation dans un contexte où, depuis au moins deux décennies, la productivité du travail social des économies avancées ne croît pour l'essentiel qu'au moyen de l'intensification des cadences, de l'accroissement de la flexibilité de la main-d'œuvre et, depuis la crise de valorisation de 2007-2008, de la stagnation des salaires nominaux. L'insuffisance des investissements productifs est elle-même déterminée en bonne partie par la crise globale du système du crédit intervenue ces années-là. Et l'absence de transformations technologiques majeures appliquées à l'essentiel des processus productifs capables d'imprimer un nouveau bond de productivité au travail social a complété ce tableau.

Comment concrétiser l'ambition annoncée dans le *Green New Deal* américain et dans les plans européens ? Aux États-Unis, en avril 2021, l'exécutif avait proposé des dépenses mirifiques dans les infrastructures, à hauteur de 2 200 milliards de dollars, incluant la décarbonation et la capture de CO<sub>2</sub>. Ce plan a été revu à la baisse néanmoins à hauteur de 1 700 milliards<sup>10</sup>. Ensuite, l'*Inflation Reduction Act*<sup>11</sup> a été adopté en août 2022, qui prévoit de consacrer 369 milliards de dollars aux énergies et au changement climatique, sous forme de crédit d'impôts et de prêts. Côté européen, le Pacte vert est cofinancé par une partie du budget septennal de l'Union européenne (UE) correspondant au tiers des 1 800 milliards d'euros d'investissements du plan de relance NextGenerationEU<sup>12</sup>. Aussi, le plan REPowerEU<sup>13</sup> a ajouté 300 milliards d'euros, déboursés à partir de 2023, visant notamment à affranchir complètement l'UE de la dépendance du gaz russe dès 2027. Le Pacte vert inclut également la création d'un Fonds de transition d'un montant de 40 milliards d'euros pour la période 2021-2027. Ce fonds fait partie du Mécanisme de transition juste (MTJ)<sup>14</sup> conçu en parallèle de deux autres initiatives du même ordre : le programme InvestEU et l'octroi de facilités de prêt de la Banque européenne d'investissement (BEI). Au total, le MTJ doit permettre de lever mille milliards d'euros d'investissements publics et privés.

---

<sup>9</sup> Voir : [https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/european-green-deal/delivering-european-green-deal\\_fr](https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/european-green-deal/delivering-european-green-deal_fr)

<sup>10</sup> Voir : <https://www.rfi.fr/fr/am/C3%A9riques/20210522-C3%A9tats-unis-la-maison-blanche-revoit-C3%A0-la-baisse-son-plan-d-infrastructure>

<sup>11</sup> Voir : [https://www.democrats.senate.gov/imo/media/doc/inflation\\_reduction\\_act\\_one\\_page\\_summary.pdf](https://www.democrats.senate.gov/imo/media/doc/inflation_reduction_act_one_page_summary.pdf)

<sup>12</sup> Voir : [https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/recovery-plan-europe\\_fr#:~:text=NextGenerationEU%20est%20un%20instrument%20temporaire,la%20pand%C3%A9mie%20due%20au%20coronavirus.](https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/recovery-plan-europe_fr#:~:text=NextGenerationEU%20est%20un%20instrument%20temporaire,la%20pand%C3%A9mie%20due%20au%20coronavirus.)

<sup>13</sup> Voir : [https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/european-green-deal/repowerereu-affordable-secure-and-sustainable-energy-europe\\_fr](https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/european-green-deal/repowerereu-affordable-secure-and-sustainable-energy-europe_fr)

<sup>14</sup> « *Le Fonds pour une transition juste est un nouvel instrument financier qui relève de la politique de cohésion et vise à soutenir les territoires confrontés à de graves difficultés socio-économiques résultant de la transition vers la neutralité climatique. Il facilitera la mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est de rendre l'Union climatiquement neutre d'ici à 2050.* »

Voir : <https://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/214/fonds-pour-une-transition-juste>

## « Plans verts » et guerre en Ukraine

La guerre d'Ukraine et le cours vers la guerre mondiale ont recadré les plans « verts » des États, révélant, s'il le fallait encore, l'incapacité du système capitaliste à lutter réellement contre les causes du réchauffement climatique et autres crises environnementales majeures de la planète. Le besoin urgent de sécuriser les sources énergétiques nécessaires à l'accumulation de capital a pris soudainement le devant de la scène des blocs géostratégiques antagonistes en création, en reléguant la cause « écologique » au rôle de simple comparse.

La traduction la plus visible du changement opéré par l'Europe dans la mise en œuvre de ces plans « verts » est caractérisée par la résolution prise, le 6 juillet 2022, d'inclure le gaz et le nucléaire dans la nouvelle « taxonomie verte » européenne. En vertu de cette décision, ces deux filières intégreront la classification européenne des énergies considérées comme « vertes » en bénéficiant de généreuses subventions communautaires. Cette réglementation va profiter à l'Allemagne, traditionnellement très dépendante du gaz, mais également à la France concernant le nucléaire puisque celui-ci représente près de 70 % de sa production électrique.

Outre la prise en compte de ces sources d'énergie polluantes comme soutien « temporaire » au développement et à la transition vers des énergies renouvelables, les consommations de pétrole et de charbon, énergie la plus émettrice de CO<sub>2</sub>, se maintiennent, voire augmentent. Ainsi, l'utilisation du charbon dans l'UE a augmenté de 7 % en 2022<sup>15</sup>.

*« La consommation mondiale de charbon, première source d'émissions de CO<sub>2</sub>, devrait atteindre un nouveau record en 2022. Une hausse notamment due à une demande accrue, bien que temporaire, venue d'Europe, indique l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans un rapport publié vendredi. Cette consommation mondiale devrait croître de 1,2 % par rapport à l'an dernier, à plus de 8 milliards de tonnes, battant un record de 2013, selon le rapport annuel sur le charbon élaboré par l'institution. Cette demande globale devrait ensuite se maintenir à peu près à ce niveau jusqu'à 2025, "en l'absence d'efforts supplémentaires pour accélérer la transition énergétique", estime l'AIE. L'organisation entrevoit un recul dans les économies avancées, mais une demande toujours "robuste" en Asie. Conséquence pour le climat : le charbon, énergie la plus nocive entre toutes, restera dans l'immédiat et de loin la première source de CO<sub>2</sub> du système énergétique mondial. "Le monde est proche d'un pic dans son usage de l'énergie fossile, avec en premier le déclin attendu du charbon, mais nous n'y sommes pas encore", résume Keisuke Sadamori, directeur des marchés et de la sécurité énergétiques à l'AIE.<sup>16</sup> »*  
L'Écho, 16 décembre 2022.

Du fait des bouleversements en cours, le débat au sein des pays capitalistes avancés sur la transformation énergétique a sensiblement changé d'orientation et de sens. Désormais, c'est autour du gaz naturel liquéfié (GNL) et du nucléaire – avec une utilisation étendue du charbon – que gravitent les plans « verts » et beaucoup moins, comme dans les versions initiales, autour des énergies renouvelables. Le financement de celles-ci est bien sûr toujours à l'ordre du jour mais il semble renvoyé à beaucoup plus tard. Il est désormais évident que la « transition énergétique » envisagée après la pandémie de Covid sera décalée *sine die* à la faveur de la préparation des pays capitalistes avancés à leurs futurs besoins énergétiques en cas de guerre. L'affirmation de l'écologie de guerre complète ainsi les projets gouvernementaux des différents blocs géostratégiques en gestation qui prévoient l'envol des dépenses militaires.

---

<sup>15</sup> Voir : <https://www.techniques-ingenieur.fr/actualite/articles/leurope-echappe-a-un-retour-en-force-du-charbon-119990/>

<sup>16</sup> Voir : <https://www.lecho.be/economie-politique/europe/general/nouveau-record-attendu-en-2022-dans-la-consommation-de-charbon-selon-l-aie/10435167.html>

En schématisant à l'extrême, l'écologie de guerre et l'autosuffisance énergétique, ce sont le nucléaire plus les prix subventionnés du gaz, plus le charbon, ceci afin de relancer l'accumulation des pays capitalistes avancés. Si l'on cherche une preuve supplémentaire du changement d'orientation des plans « verts », il suffit de se tourner vers la COP27 qui a, en fait, officialisé l'enterrement de la COP21. Les différents États ont modifié leurs priorités immédiates en se focalisant sur les plans d'urgence énergétique (gaz, charbon, nucléaire). L'échec patent de la conférence de Charm el-Cheikh a même été reconnu par l'ensemble des organisateurs, des ONG, etc.

Souvent lourdement endettés, les pays émergents et les pays à faible revenu (*low-income countries*, LIC), qui subissent de plein fouet les crises environnementales et qui émettent de plus en plus de CO<sub>2</sub> à mesure de leur industrialisation ainsi que de l'urbanisation rapide des populations, n'ont tout simplement pas les moyens budgétaires et les infrastructures pour endiguer le phénomène. Et les économies avancées engagent leurs finances publiques pour ces pays uniquement quand ils leur sont utiles. Un exemple ? Dans le cadre de la COP27, l'Afrique du Sud, l'un des douze premiers pays pollueurs de la planète, a obtenu un prêt de 400 millions d'euros de la part notamment de la Banque européenne d'investissement<sup>17</sup> pour développer ses énergies renouvelables. La France et l'Allemagne avaient précédé la BEI en accordant pour leur part un premier prêt de 600 millions d'euros pour l'aide à la transition énergétique<sup>18</sup>. La raison non avouée de cette générosité européenne pour ce pays doit peut-être être cherchée dans ses riches réserves d'uranium, qui représentent près de la moitié des réserves africaines de ce minerai stratégique.

En Europe, le « débat » sur les plans de transition énergétique tourne autour de la question du financement. Pas le financement des dépenses nécessaires pour le développement d'énergies renouvelables, mais celui qui devrait contenir la montée des prix de l'énergie et raffermir l'autosuffisance énergétique. Il est animé principalement par les pays qui connaissent des difficultés budgétaires comme l'Italie, la Grèce, l'Espagne et, restant davantage en retrait, la France. Ces pays veulent tout simplement que les institutions européennes leur payent les coûts supplémentaires engendrés par le bond des prix des hydrocarbures en mobilisant avant tout le dispositif REPowerEU. Mais ils endurent la résistance farouche des pays dits vertueux en matière de gestion des deniers publics, à l'image de l'Allemagne et des Pays-Bas. Un énième dossier qui divise l'Union européenne après l'éclatement de la guerre en Ukraine et alors que les tensions croissent entre la Chine et les États-Unis. L'Allemagne a été un des premiers pays à élaborer un plan national de soutien de 200 milliards d'euros à ses entreprises frappées par la crise énergétique, plaçant ainsi ses « alliés » endettés de l'Union européenne devant le fait accompli.

### ***Écologie de guerre et ressources stratégiques***

Dans le cycle politique actuel du capital, le renforcement des blocs géopolitiques se joue notamment sur le terrain de l'indépendance en matière de ressources stratégiques. La pandémie de Covid-19 avait donné un premier coup de semonce aux États capitalistes concernant leur capacité à faire face à une rupture des chaînes d'approvisionnement (masques, mais surtout composants de médicaments et micro-puces) qui menaçait sérieusement plusieurs « chaînes de valeur », c'est-à-dire des segments du processus de valorisation du capital dans sa totalité.

---

<sup>17</sup> Voir : <https://www.eib.org/fr/press/all/2022-479-european-investment-bank-and-development-bank-of-southern-africa-launch-eur-400-million-south-africa-renewable-energy-investment-initiative>

<sup>18</sup> Voir : <https://www.financialafrik.com/2022/11/09/cop27-lafrique-du-sud-signe-deux-accords-de-pret-de-600-millions-deuros-avec-la-france-et-lallemagne/>

L'invasion russe de l'Ukraine est venue rappeler brutalement à l'Europe sa dépendance aux produits fossiles russes<sup>19</sup> et l'a contrainte à trouver une forme d'indépendance stratégique pour son tournant « vert ». En réaction à l'agression russe, le plan « en 10 points » pour l'Europe présenté par l'Agence internationale de l'énergie a mis en avant la nécessité de faire reculer les importations de gaz russe d'un tiers (soit 50 milliards de mètres cubes) d'ici à 2023<sup>20</sup>. Le 14 décembre, l'UE a également statué sur un montant de 20 milliards d'euros de subventions proposés aux États membres pour financer l'indépendance aux énergies fossiles russes. Cette guerre a non seulement hâté le bouleversement de la structure même des rivalités géopolitiques entre les blocs, mais a aussi établi un lien solide entre « résolution » de la crise environnementale et mobilisation idéologique, économique et nationaliste au sein des différents blocs en présence.

Le temps où l'Europe se contentait d'une situation de dépendance énergétique, que ce soit à l'égard des États-Unis, du Moyen-Orient ou de la Russie, est potentiellement révolu tandis que perdure un nouveau cours global à la guerre dont la nouvelle idéologie de l'« écologie de guerre » est un élément important, tant pour l'aspect économique que pour l'adhésion des populations à l'appel guerrier sous couvert de sobriété énergétique et d'indépendance nationale au sein de blocs géopolitiques en constitution.

*« [...] un effort est demandé à la société civile dans le contexte d'une rivalité stratégique, un effort qui tend à assimiler les comportements privés, les choix individuels, à une contribution directe à la dynamique de confrontation. Conduire la guerre par les moyens de l'écologie, en l'occurrence d'une sobriété énergétique précipitée, cela fait de chacun d'entre nous un acteur potentiel de la mobilisation, cela met en jeu la responsabilité de chacun dans le déploiement des événements. C'est en cela qu'il ne s'agit plus seulement de mettre en jeu l'énergie comme moyen et comme finalité de la confrontation, mais d'embarquer les politiques climatiques dans un nouveau grand récit historique. Alors que le sacrifice demandé par les écologistes à l'industrie et aux consommateurs pour atténuer le choc climatique était habituellement codé comme une contrainte lourde, incertaine, encombrante, ce même effort désormais requalifié en question de sécurité internationale, de subversion de la tyrannie, et d'une certaine manière de patriotisme, devient subitement non seulement acceptable, mais activement recherché. »<sup>21</sup>*

Tout est dit. Ainsi, le plan européen de transition énergétique initialement mâtiné de « lutte contre le réchauffement climatique » s'est progressivement doublé, au nom de la souveraineté et de la démocratie, d'un paradigme d'écologie de guerre.

*« L'écologie de guerre consiste, dans le contexte d'une agression militaire conduite par un État pétrolier contre l'un de ses voisins à des fins de consolidation impériale, à voir dans le tournant vers la sobriété énergétique “une arme pacifique de résilience et d'autonomie”. Le constat de départ est simple : la dépendance énergétique de l'Europe à l'égard de la Russie, en particulier en termes d'approvisionnement en pétrole et en gaz, implique un financement indirect de l'entreprise militaire conduite par Vladimir Poutine, et donc une complicité involontaire avec la guerre. Or si les sanctions économiques infligées à la Russie ont été pensées pour provoquer un étranglement immédiat du régime et sa chute – avec un succès très incertain –, le passage à la sobriété énergétique trouve lui plutôt son sens dans une temporalité intermédiaire. Il s'agit de rompre avec une dépendance toxique à la fois en termes géostratégiques, et en termes de politiques climatiques. La sobriété, dans le cadre de l'écologie de guerre naissante en Europe, permet de faire*

---

<sup>19</sup> Avant l'invasion russe du 24 février 2022, l'UE importait 40 % de son gaz, 25 % de son pétrole et 40 % de son charbon de Russie. Voir : <https://www.publicsenat.fr/article/societe/la-co-dependance-energetique-de-l-europe-et-de-la-russie-en-chiffres-197461>

<sup>20</sup> Voir : <https://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0639-la-fin-de-la-dependance-europeenne-aux-hydrocarbures-russes>

<sup>21</sup> Voir : <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/03/18/la-naissance-de-lecologie-de-guerre/>

*d'une pierre deux coups en alignant l'impératif de coercition à l'égard du régime russe et l'impératif de réduction des émissions de gaz à effet de serre.*

*Autrement dit, "l'arme économique" se décline en un premier moment qui doit toucher au financement immédiat de la machine de guerre russe et un second moment, plus structurel, censé atteindre la logique même de l'économie politique de cet État pétrolier et gazier tout en donnant un nouvel élan aux plans de réorientation énergétiques européens. Dans ce second moment, les principes de l'écologie politique ne sont pas simplement ajustés au temps de la guerre, ils sont redéfinis et subordonnés à l'impératif de conduite de la guerre, intégrés dans une logique de confrontation dans laquelle l'ennemi est à la fois la source de la déstabilisation géopolitique et le détenteur de la ressource toxique. L'écologie de guerre émerge ainsi comme l'héritière historique et le relais idéologique de l'économie de guerre<sup>22</sup>. »*

Les plans de « transition écologique » européen et étasunien ont désormais idéologiquement fusionnés avec le cadre plus large des principes de la sécurité nationale. Cela entraîne de la part des États une action volontariste de transformation de la régulation des schémas de consommation industriels et domestiques. Régulation rendue légitime dans le contexte d'une mobilisation de l'ensemble de la société civile au nom de la paix, de la stabilité et de l'autonomie nationale. Le lien historique qui existe de tout temps entre les politiques énergétiques et la guerre est ainsi à nouveau explicitement réaffirmé.

Cette situation engendre des paradoxes saugrenus, dont le retour en odeur de sainteté (y compris au sein des courants politiques de l'écologie) des entreprises du secteurs de l'armement largement décriées avant l'agression russe en Ukraine.

*« On trouve aussi dans le maelström de réactions immédiates à la guerre en Ukraine une expression en symétrie inverse à ces sentiments de solidarité bienveillants. Dès les premiers jours de la guerre, certains acteurs de la finance internationale ont réclamé que les investissements dans l'armement soient reconnus dans le cadre de la finance "à impact" social et environnemental. La logique est implacable et cynique : si l'objectif commun aux démocraties libérales consiste à garantir la sécurité des peuples contre l'agression militaire russe, alors l'armement est un vecteur de stabilité démocratique au même titre que la décarbonation de l'économie. Kenneth Rogoff, professeur d'économie à Harvard, explique ainsi que le peace dividend, c'est-à-dire l'idée selon laquelle l'économie mondiale et la prospérité profitent de la paix, risque de devenir caduc si les fameuses "valeurs libérales" ne sont pas protégées par un robuste dispositif au sein duquel la croissance soutenable et l'industrie de la défense apparaissent comme deux piliers complémentaires. L'argument a le mérite de pousser dans ses derniers retranchements la logique de l'écologie de guerre : si la défense de la démocratie tient à la mobilisation totale contre la Russie de Poutine, si cette mobilisation a pour instruments la sobriété énergétique et la capacité à ne pas céder dans l'épreuve de force, alors les sphères d'influence liées aux énergies renouvelables et à l'armement partagent des intérêts et des valeurs communes. Voilà qui donne à l'expression anglaise "climate hawk" une toute nouvelle dimension<sup>23</sup>. »*

Enfin, le concept d'« écologie de guerre » met en évidence que la possession et le contrôle des ressources énergétiques fossiles, ô combien stratégiques, ne sont plus seulement un révélateur de la puissance (militaire, économique et diplomatique) des blocs géopolitiques en présence, mais sont devenus un facteur d'affaiblissement et un facteur à haut risque de dépendance dont il est urgent de s'affranchir. Le parallèle, voire la continuité idéologique, entre « écologie de guerre » et « économie de guerre » est ainsi établi.

---

<sup>22</sup> *La naissance... Op. cit.*

<sup>23</sup> *La naissance... Op. cit.*

## **Belgique, France, Tchéquie : écologie de guerre, survie des entreprises et cohésion sociale**

Les prix élevés des énergies obligent l'Union européenne et les États à prendre des mesures pour « alléger » leurs répercussions sur les entreprises et les ménages. Le 30 septembre, l'UE a trouvé un accord pour prélever une partie des profits des producteurs d'énergie (électricité à base de nucléaire et énergies renouvelables telles que l'éolien, le solaire et l'hydroélectrique) afin de les redistribuer aux consommateurs. La Commission européenne table sur un apport de 140 milliards d'euros. En sus, une « contribution temporaire de solidarité » concerne les producteurs et distributeurs de gaz, de pétrole et de charbon.

Voyons en quelques exemples :

En France, l'État a plafonné à 15 % la hausse des prix du gaz et d'électricité. Un « chèque énergie » exceptionnel a été versé à la fin de 2022 à 12 millions de ménages, soit 200 euros pour les 20 % les plus modestes et 100 euros pour les 20 % suivants. Ce qui a limité la hausse du prix du gaz de 15 % en janvier 2023 et de 15 % en février pour l'électricité au lieu de 120 %. Cela signifie que la hausse mensuelle sera de 25 euros par mois au lieu de 200 euros pour ceux qui se chauffent au gaz tandis que pour ceux qui utilisent l'électricité, le montant mensuel sera de 20 euros au lieu de 180 euros. Pour ceux utilisant le mazout ou le bois, une aide a été versée à la fin de l'année. Le bouclier tarifaire est toutefois provisoire et comme l'a annoncé Macron, il ne tiendra pas, annonçant des mois à venir difficiles. D'autant qu'une telle mesure de distorsion de la concurrence pourrait pousser les fournisseurs à vendre leur marchandise d'abord auprès d'États qui ne limitent pas les prix.

En Belgique, l'intervention de l'État en 2022 se chiffre à 5,5 milliards d'euros<sup>24</sup>. Les deux principales régions sont intervenues pour un montant total de 201 millions d'euros. La Fédération Wallonie-Bruxelles a contribué à hauteur de 65 millions d'euros. En 2023, les dépenses de l'État fédéral s'élèveront à 3,2 milliards d'euros. La contribution des trois régions atteindra un montant total de 1,5 milliard d'euros. Le 11 octobre, le gouvernement fédéral a inscrit dans le budget 2022-2023 les dispositions suivantes en vue d'alléger la facture énergétique des ménages : le maintien de la TVA à 6 % sur l'électricité a été introduit en mars 2022 et sur le gaz en avril de la même année ; début 2022, le gouvernement a octroyé une prime pour le chauffage de 100 euros ; le 1<sup>er</sup> février 2021, le tarif social<sup>25</sup> s'est élargi aux bénéficiaires de l'intervention majorée (BIM), à savoir les retraités, les familles monoparentales en difficulté financière et les personnes dont le revenu annuel est inférieur à 23 680 euros brut. Le tarif social élargi a été prolongé jusqu'au 31 mars 2023 pour un million de ménages. Pour ceux ne bénéficiant pas du tarif social, le gouvernement a prévu une réduction forfaitaire mensuelle, pour les mois de novembre et décembre, s'élevant à 135 euros sur la facture d'électricité et à 61 euros sur celle du gaz. Cette réduction est octroyée aux célibataires disposant d'un salaire annuel net inférieur à 62 000 euros ainsi qu'aux couples – sans personnes à charge – dont les revenus annuels net imposables additionnés atteignent un montant de 125 000 euros. Avec personne à charge, les plafonds de 62 000 et 125 000 euros sont plus élevés. Il faudra ajouter 3 700 euros par personne. Enfin, pour les ménages dépassant les revenus mentionnés ci-dessus, une réduction de 100 euros a été octroyée. Ils devront toutefois restituer cette somme l'année suivante via l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Les personnes se chauffant au fioul ou au propane doivent

<sup>24</sup> Voir : <https://www.lesoir.be/480804/article/2022-12-03/en-2022-letat-debourse-55-milliards-pour-limiter-limpact-de-la-crise#:~:text=Budget%20grev%C3%A9,milliard%20pour%20l'ann%C3%A9e%202022.>

<sup>25</sup> Le tarif social est une mesure visant à permettre à certaines personnes et certains ménages, soit 20 % de la population, dont le salaire annuel brut est inférieur ou équivalent à 20 000 euros brut, de bénéficier d'un coût réduit pour l'électricité, le gaz ou la chaleur.

introduire une demande pour obtenir une allocation unique et forfaitaire de 300 euros. Il en sera de même pour ceux se chauffant principalement à l'aide d'une chaudière à pellets (prime pour un montant de 250 euros). Les droits d'accises sur l'énergie sont momentanément modifiés afin d'amortir toute augmentation des prix du gaz et de l'électricité. Depuis mars 2022, les accises sur l'essence et le diesel ont été réduites de 17,5 centimes par litre. Cette mesure a été prolongée jusqu'au mois de mars 2023. Cependant, à mesure que le prix du carburant baissera, le taux du droit d'accise spécial s'élèvera graduellement pour atteindre celui appliqué au 1<sup>er</sup> janvier.

La dépendance de la Tchéquie à l'égard du gaz russe a considérablement diminué l'année dernière. Alors que le gaz russe constituait 98 % de l'approvisionnement au début de l'agression de la Russie contre l'Ukraine, en février 2022, aucun gaz russe n'est entré en Tchéquie depuis septembre, selon le ministère de l'Industrie. La plupart des achats proviennent de Norvège, et la Tchéquie achète également du gaz naturel liquéfié, principalement en provenance des États-Unis. Les installations tchèques de stockage de gaz ont été remplies à 99 % et contiennent 3,3 milliards de mètres cubes de gaz naturel. Une fois les réservoirs entièrement remplis, le ministère de l'industrie a l'intention de fournir du gaz pour la consommation quotidienne le plus rapidement possible. L'État prévoit de commencer à remplir les réservoirs dès que la saison de chauffage sera terminée.

## **CAPITALISTES ET PROLÉTAIRES DANS LA « TRANSITION »**

### ***Les « engagements » des entreprises des pays capitalistes avancés***

Depuis l'accord de Paris en 2015, le nombre d'entreprises annonçant des émissions nettes de GES nulles a fortement augmenté. Environ 60 à 70 % de la production mondiale d'équipements de chauffage et de refroidissement, de véhicules routiers, d'électricité et de ciment proviennent d'entreprises ayant annoncé des objectifs « zéro émissions nettes<sup>26</sup> ». Près de 60 % du chiffre d'affaires brut du secteur technologique est également réalisé par des sociétés s'étant fixé l'objectif d'émissions nettes nulles. Les promesses d'émissions nettes zéro carbone concernent 30 à 40 % des opérations aériennes et maritimes, 15 % de la logistique des transports et 10 % de la construction<sup>27</sup>.

Si certaines sociétés avaient pris les devants (FedEx, ArcelorMittal, Maersk), d'autres ont annoncé des mesures sous la contrainte, comme Shell qui a été condamnée par un tribunal néerlandais à diminuer de 45 % ses émissions. Quant à TotalEnergies, elle ripoline la façade en tentant de se faire passer pour un champion de la cause climatique. Ces deux entreprises ont investi 200 millions de dollars chacune, depuis 2015, pour freiner les applications de la COP21, non sans avoir pendant des décennies caché les résultats d'études internes qui alertaient sur le réchauffement dû aux énergies fossiles<sup>28</sup>. Les grands groupes étant maîtres en matière de comptabilité créative, ils améliorent aussi leur bilan carbone par des rachats de sociétés « vertes » leur apportant en dot des émissions directes faibles ou nulles.

---

<sup>26</sup> Voir : <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>

<sup>27</sup> *Net zero by 2050, Op. cit.*

<sup>28</sup> Voir : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0959378021001655>

## ***Les conséquences pour la force de travail***

Tout comme la généralisation des robots dans l'industrie n'a pas engendré d'effondrement de la demande de force de travail – c'est plutôt le contraire – cette restructuration industrielle demandera également de la main-d'œuvre additionnelle. Un récent rapport de la Commission européenne suggère qu'il n'y aura pas de pertes massives d'emplois sur le Vieux Continent. « *En se fiant aux estimations officielles, apparaîtront toutefois de fortes disparités territoriales, avec des régions qui connaîtront un déclin de leurs appareils productifs et la remontée du taux de chômage*<sup>29</sup>. »

Il y a en effet très peu de chances que des entreprises investissent des capitaux sans espoir de retour financier et c'est bien là le problème. La lutte contre le réchauffement climatique concerne toutes les entreprises mais souvent ne rapporte rien dans l'immédiat à telle ou telle entreprise individuelle. La concurrence entre elles exige que les capitaux soient investis avec profit et avec des retours sur investissement les plus rapides possibles. Seuls des États ou plutôt des groupes d'État peuvent organiser et imposer ce changement. Et si les États veulent aller au bout de leurs projets de réduction des émissions de gaz à effet de serre, il faudra transformer ou supprimer certaines productions. À titre d'exemple, si des États (ou groupe d'États) et les fabricants de voitures passent à la traction électrique, toute la production des blocs-moteurs à explosion vont tôt ou tard disparaître. Cela va aussi impliquer que les ouvriers devront être formés sur les moteurs électriques (ou autre activité).

L'évolution des compétences exigées de la force de travail engagée dans les industries « vertes » privera d'emploi beaucoup de prolétaires. Les États et les entreprises assurent que des plans de formation seront mis en place pour opérer la reconversion des travailleurs victimes de la restructuration « écologique ». Or, il n'est nullement certain que les coûts de formation seront financés à la hauteur des besoins. L'arbitrage, comme toujours, se fera entre une main-d'œuvre disponible, adaptable facilement et à bas coût aux nouveaux procès directs de production, et des secteurs de la classe exploitée nécessitant des formations « lourdes », longues, chères et sans garantie de succès. Cette source potentielle de conflits sociaux a bien été identifiée par les divers exécutifs des bourgeoisies des pays capitalistes du premier cercle, dont les réformes actuelles des politiques concernant l'assurance chômage, le régime des retraites, et autres mesures de préservation de la paix sociale en période de crise fiscale des États sont actuellement revues et modifiées pour y répondre à moindres frais tant en matière financière que de possibles crispations sociales.

Pour autant, et pour revenir au sujet qui nous occupe, dans leur très grande majorité, les salariés des industries « vertes » ne sont pas promis à des boulots « intéressants et créatifs ». Au contraire, la mécanisation du travail social, l'automatisation et le renforcement du commandement d'entreprise connaîtront un bond en avant.

Cela est déjà visible dans des secteurs productifs centraux de la valorisation :

- Pour l'industrie automobile allemande, l'institut de recherche économique IFO estime que, d'ici 2035, environ 614 400 travailleurs qui participent à la production de moteurs conventionnels (thermiques) « *devront faire autre chose ou partir à la retraite. Mais à leur poste actuel, on n'a plus besoin d'eux*<sup>30</sup> ». De plus, si l'on considère que les grands constructeurs automobiles sont en mesure de réorienter leur production et leur main-d'œuvre vers les véhicules électriques, ce ne sera sans

---

<sup>29</sup> Voir : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/ALL/?uri=SWD:2020:176:FIN> cité dans <https://www.politico.eu/article/green-deal-job-drain/>

<sup>30</sup> *Financial Times* « European auto suppliers warn shift to electric would put 500,000 jobs at risk » in : <https://www.ft.com/content/1e0040c9-aab2-4881-828b-e992f23a9f3e>

doute pas le cas pour les très nombreux sous-traitants de plus petite taille. Entre les nouveaux emplois créés par le marché des véhicules électriques (226 000) et les pertes (500 000), 274 000 emplois disparaîtraient en Europe<sup>31</sup> d'ici 2035 (année d'application de la législation sur l'interdiction des moteurs thermiques).

- Bosch, le plus grand équipementier automobile d'Europe, a évalué le coût de la reconversion de ses 400 000 employés à environ 2 milliards d'euros. Un milliard a déjà été dépensé ces cinq dernières années et la société s'engage à dépenser autant dans les cinq prochaines (ce qui correspond à 500 euros annuels par employé). Malgré cela, une partie de sa force de travail devra quitter ses usines, faute d'adaptation aux nouvelles technologies et aux nouvelles méthodes de production.

Ces suppressions de postes vont comme d'habitude laisser des ouvriers sur le carreau et si ceux-ci ne se mobilisent pas, il ne leur restera que les yeux pour pleurer. Les syndicats d'État et la gauche prétendront qu'ils défendent l'emploi pour sauver la région, la ville, etc. Or les changements technologiques sont inhérents au capitalisme et interviennent continuellement. Que peuvent faire les exploités pour se défendre quand leur lieu d'exploitation va disparaître ? Pour les travailleurs, la seule solution est de bloquer la production et les stocks, par des actions comprenant plus que les grèves, et d'exiger que les patrons continuent à leur verser les salaires. Les exploités peuvent, s'ils s'organisent de façon autonome, faire payer cher les capitalistes et les États. La bagarre suppose que les ouvriers n'attendent pas que des délégués syndicaux fassent le boulot à leur place, mais qu'ils se prennent en main pour déterminer les objectifs et s'organiser en conséquence.

## LUTTES OUVRIÈRES CONTRE LES PRODUCTIONS NUISIBLES

### *Porto Marghera*

Si on s'intéresse aux luttes ouvrières menées contre les productions nuisibles, une s'impose, celle de Porto Marghera, zone industrielle de Venise sur la terre ferme<sup>32</sup>, où les ouvriers se sont battus contre les ravages de l'industrie chimique. Le combat a été d'abord mené par le comité ouvrier de la Montedison (de 1968 à 1978) puis par l'assemblée autonome de toute la région (de 1973 à 1975)<sup>33</sup>. Le cœur de ce territoire productif était le Petrolchimico de la Montedison<sup>34</sup>, usine surnommée la « cathédrale de la chimie » employant 3 000 ouvriers, 1 000 techniciens et 2 500 sous-traitants et intérimaires. Ces derniers étaient affectés aux travaux les moins qualifiés et les plus pénibles. C'est dans cette usine que se forme, à la fin 1965, un noyau d'ouvriers et de techniciens qui s'allie avec des militants « extérieurs<sup>35</sup> ». Le regroupement sortira au grand jour au printemps 1968 et

---

<sup>31</sup> *Ibidem*.

<sup>32</sup> En 1972, à son plus haut, elle employait plus de 45 000 salariés. Tous les produits chimiques y étaient fabriqués (des dérivés du pétrole aux fibres artificielles en passant par les engrais) mais aussi la métallurgie du zinc et les fonderies d'aluminium. Les principales usines en sont la Montevicchio (zinc), l'Ammi (zinc), la Sirma (réfractaires), la Sava et la Leghe Leggere (alliages d'aluminium), l'Ilva (laminés), la Vetrocoke-Azotati (ammoniac). Chaque usine emploie entre 1 000 et 2 500 ouvriers.

<sup>33</sup> Pour en savoir plus sur l'histoire des luttes ouvrières et de ces organisations, lire le livre *Pouvoir ouvrier à Porto Marghera. Du comité d'usine à l'assemblée de territoire (Vénétie – 1960-80)* de Devi Sacchetto et Gianni Sbrogiò, paru aux éditions les Nuits rouges en 2012, voir : <https://lesnuitsrouges.com/produit/les-nuits-rouges/paru/pouvoir-ouvrier-a-porto-marghera/>

<sup>34</sup> Fusion en 1966 de la Montecatini et de l'Edison donnant naissance au deuxième groupe industriel italien, employant 118 000 salariés, en 1969, dans toute la Péninsule.

<sup>35</sup> Le groupe constitué d'« extérieurs » et d'« intérieurs » organise son travail autour de trois axes : la formation théorique et politique, l'enquête ouvrière réalisée par les ouvriers du Petrolchimico sur la réalité productive à laquelle ils sont

s'organisera en comité ouvrier. À la fin juin, le comité lancera une lutte pour l'augmentation uniforme des salaires et la parité des avantages entre ouvriers et employés.

Avec les comités d'autres usines (la Châtillon, la Fertilizzanti et l'Ammi), les camarades du comité de la Montedison décident de donner vie, en 1973, à une organisation indépendante des groupes extra-parlementaires et des syndicats appelée « Assemblée autonome de Porto Marghera ». Le principe qui va guider l'assemblée n'est plus celui de la revendication, de la demande (qui reconnaît donc un droit et un pouvoir à l'adversaire, le patron et l'État) mais celui d'atteindre par l'action directe les objectifs qu'elle se donne.

*« Le temps de travail est trop long, organise-toi pour le réduire sans demander l'avis au patron. Le prix des transports est trop élevé, organise-toi pour les rendre gratuits. Le prix des factures d'électricité est trop élevé, organise-toi pour les réduire.<sup>36</sup> »*

La contestation et la remise en cause en pratique du commandement d'usine, de l'autorité de l'État, de la marchandise, sont des éléments de lutte permettant d'anticiper d'autres formes de vie collective, préparant la fin du travail salarié et donc du capitalisme. L'assemblée autonome va également impulser des luttes pour la réduction des factures d'électricité<sup>37</sup>, des occupations de logement<sup>38</sup> et des auto-réductions des prix des marchandises dans les supermarchés.

Lorsqu'il y avait des grèves programmées par les syndicats, ceux-ci entraient dans des discussions *ad infinitum* avec le patron pour savoir combien d'ouvriers devaient rester au travail pour surveiller les installations. Après un travail méticuleux d'enquête, le comité réussit à arrêter un atelier par la grève, le mettre en sécurité et, la grève finie, le faire redémarrer sans danger sous les yeux étonnés de la direction et des ingénieurs.

L'autre point important de la pratique syndicale était « la monétisation de la santé ». Selon cette approche, plus les ouvriers travaillaient dans un atelier dangereux, plus les primes étaient élevées. Le comité s'est toujours opposé à cela en proposant, au contraire, l'amélioration de ces ateliers afin d'en éliminer la nocivité, ou leur fermeture. Le tout sans perte de salaire. C'est à partir de ce combat que le comité ouvrier a étendu sa réflexion sur la nocivité des installations chimiques sur tout le territoire.

Le combat du comité ouvrier a commencé par la recherche de preuves que les maladies (souvent mortelles) dont souffraient les ouvriers de la chimie étaient dues au procès immédiat de production et aux produits manipulés. Pour ce faire, ils se sont appuyés sur l'expertise de médecins participant, à Padoue, à un comité des travailleurs de la santé. Ce dernier comité a organisé des visites médicales « sauvages », prises sur le temps de travail, pour détecter et faire reconnaître les vraies causes des maladies professionnelles.

À partir de ces luttes, le comité est passé à la remise en cause pure et simple du travail nocif. Ainsi, début 1973, il mettait en avant que : *« La nocivité, on la combat avec le salaire garanti et le refus de travailler dans les ateliers insalubres et dangereux ; la nocivité, on la combat avec les 36 heures pour tous.<sup>39</sup> »*

---

confrontés, l'animation de grèves d'atelier et la participation aux journées d'action avec une intervention critique des syndicats et du PCI. Et bien sûr, les tentatives de nouer des contacts avec des ouvriers des autres usines de la zone.

<sup>36</sup> *Pouvoir ouvrier, Op. cit.*

<sup>37</sup> De février 1973 à décembre 1974, avec une centaine de milliers de factures auto-réduites, la lutte est conclue par une baisse du prix de l'électricité.

<sup>38</sup> Organisées par des comités de locataires qu'elle impulse, cela comprend : la grève des loyers, le blocage des loyers et la baisse des charges.

<sup>39</sup> *Pouvoir ouvrier, Op. cit.*

Pour le comité, si une installation est dangereuse, c'est au patron de l'arrêter, d'étudier la neutralisation des effets nuisibles ou, en cas d'impossibilité, de la fermer. Pendant ce temps, les ouvriers devaient conserver leur salaire tout en cessant de travailler dans l'installation visée. Cette pratique sera systématisée à partir de 1975. Dans la foulée de ces combats dans l'usine, l'assemblée autonome commence à s'intéresser aux déversements de « la merde chimique » dans la lagune et sur la terre ferme, dénonçant les pratiques des entreprises de la zone indifférentes à tout traitement de leurs déchets.

L'action du comité ouvrier de la zone de Porto Marghera, puis de l'assemblée autonome, ne peut se comprendre hors du contexte de l'Italie de ces années-là : celle de l'autonomie ouvrière déployée<sup>40</sup>, qui vit la création de nombreux organes ouvriers (comités unitaires de base, comités ouvriers et assemblées autonomes) dans de grandes usines de la Péninsule. Néanmoins, sa singularité résultant du travail dans l'industrie chimique a poussé le comité à remettre en cause le travail nocif pour les ouvriers et aussi pour la population environnante. Partant de là, l'opposition à un monde fondé sur le travail salarié a aidé à esquisser la reconversion et le démantèlement de ces industries lors d'une future hypothétique transition au communisme.

L'expérience du comité contient des enseignements importants. La santé des ouvriers ne s'échange pas contre de l'argent. Ou l'atelier est rendu salubre, ou il est fermé définitivement. Et ce n'est pas une demande faite au patron, c'est un rapport de force qui l'impose. La santé des ouvriers est l'affaire des ouvriers eux-mêmes avec l'aide du personnel de santé sensible à ces thématiques. La santé des ouvriers (et de la population) à l'extérieur des lieux de production doit aussi être contrôlée par les ouvriers eux-mêmes. Tout chantage patronal et politique qui mettrait la santé des ouvriers (et de la population) en balance avec la nocivité de la production, au moyen de primes, ou la défense de l'emploi doit être combattu sans relâche et sans compromis.

### ***Ilva à Tarente (Italie) en 2012***

L'usine sidérurgique Ilva à Tarente, ville de 200 000 habitants dans les Pouilles, appartenant au groupe Riva, a été construite en 1961<sup>41</sup>. En 2012, c'est non seulement la plus grosse usine sidérurgique d'Italie, la plus ancienne en activité, mais aussi la plus dangereuse et la plus polluante. Elle emploie alors directement 11 500 salariés et indirectement près de 9 500 salariés de la sous-traitance, dans une région où le taux de chômage officiel atteint 30 %.

Le 26 juillet 2012, le tribunal de Tarente décide la fermeture des hauts-fourneaux et de la cokerie pour cause de pollution, entre autres à la dioxine, qui aurait fait, selon les experts, 386 morts en 13 ans. Aussitôt, un concert de protestations unanimes s'élève, rassemblant le patron, les syndicats

---

<sup>40</sup> Ce concept a connu une importante diffusion en Italie entre 1968 et 1980, on peut même dire qu'il personnifie ce mouvement. Il indique l'acteur, la classe ouvrière, et sa façon d'agir, l'autonomie. Il indique donc pour la classe ouvrière son action indépendante et opposée, évidemment, à l'État, mais aussi et surtout aux syndicats (dans le cas italien, la CGIL, la CISL et l'UIL) et aux partis de « gauche » (PCI, PSI et PSIUP). L'autonomie ouvrière définit tout à la fois, pour la classe ouvrière en lutte, ses objectifs, les moyens pour y parvenir, ses modes d'organisation et sa capacité à penser ses luttes avant, pendant et après. L'autonomie ouvrière se traduit donc par une centralisation politique bâtie à partir des ateliers, fondée sur le refus du principe de délégation et la participation active du plus grand nombre. Dans ce processus de singularisation politique du prolétariat, l'organisation ne se cantonne pas aux usines mais envahit toute la société, de la question du logement, de l'insalubrité des conditions de travail et de production à celle des transports en passant par l'éducation et le ravitaillement. Pleinement déployée, elle combat pied à pied l'invasion par le capital de toutes les sphères de l'activité humaine et anticipe ce que pourrait être une société communiste.

<sup>41</sup> Voir : Mouvement Communiste/Kolektivně proti Kapitálu, « Refuser le chantage “santé contre travail”, lutter pour le revenu garanti : l'exemple de l'Ilva à Tarente », in : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT1208FRVF.pdf>

de l'usine et tous les partis : il faut défendre l'emploi (et donc l'usine). L'affaire semblait pliée. C'était sans compter un petit groupe minoritaire d'ouvriers de l'Ilva, des ouvriers d'autres usines et de nombreux habitants du quartier environnant qui veulent la fermeture de l'usine et refusent le chantage à l'emploi au prix de la santé.

Ils décident de la création d'un comité qui perturbe fortement les meetings syndicaux puis en prennent le contrôle. Le comité se réunit tous les jours sur la place principale du quartier jouxtant l'usine, et tient meeting où les positions des syndicats et des défenseurs de l'usine sont conspuées. Le 17 août, il réunit 2 000 manifestants devant la préfecture, bravant l'interdiction de manifester. Le gouvernement tente de calmer le jeu en débloquent des subventions pour améliorer l'usine sans la fermer<sup>42</sup>. Le comité continue ses actions jusqu'en septembre mais la pression du gouvernement auprès de la justice fait retirer la mesure d'arrêt de la production. Le comité se maintient un temps mais son action s'étiolé, victime de l'isolement et du refus des ouvriers des autres usines Ilva de la soutenir. Si la tentative du comité a remis en mémoire les luttes à Porto Marghera quarante ans plus tôt avec son refus du chantage « emploi ou santé », le contexte tant général que local n'était évidemment plus le même.

Que pouvons-nous retenir du courageux combat de l'Ilva ? Tout d'abord ne pas faire confiance à la justice, même si dans le cas de l'Ilva, c'est une juge courageuse qui a osé condamner le plus gros employeur de la région. La justice, comme tout corps séparé produit par la société de classes, fait partie du camp adverse. Les militants du comité en ont fait l'expérience. En aucun cas, l'appel à la justice ne doit se substituer à l'activité autonome des ouvriers en lutte pour leurs besoins.

Refuser, bien évidemment, le chantage patronal et syndical de monnayer la santé des ouvriers et de la population. Mettre en avant la revendication du revenu indépendant de l'activité, point central de la lutte, pour donner une perspective pendant l'arrêt, pour dépollution, de l'usine ou après sa fermeture. Mais pour espérer obtenir satisfaction, il faut une organisation autonome des ouvriers dans et hors de l'usine concernée.

### ***En Chine, les paysans, les ouvriers et employés des villes sont touchés par la pollution monstrueuse qui recouvre ce pays***

L'État chinois et les entreprises chinoises, depuis des décennies, ne se sont pas vraiment intéressés aux pollutions, aux destructions de l'environnement naturel et de la santé des travailleurs. L'agence officielle Xinhua classe le pays au 100<sup>e</sup> rang sur 118 nations développées ou en développement en matière de modernisation écologique. Localement, les accidents de pollution, ou les problèmes plus récurrents, peuvent mettre en danger la santé, et même la vie, des habitants des villes les plus gravement touchées. Selon un rapport de 2007 de la Banque mondiale et de l'Administration nationale de la protection de l'environnement (Sepa) chinoise, la pollution est, chaque année, à l'origine de 750 000 décès prématurés<sup>43</sup>. Ce rapport alarmiste a été coupé et censuré à la demande du gouvernement chinois.

Le 10 avril 2005, dans la ville de Dongyang (province du Zhejiang), une forte réaction paysanne a émergé face à une pollution de l'eau causée par une usine. Pour combattre le projet de construction d'une nouvelle usine dans la zone de Huashui, qui hébergeait déjà 13 usines, 20 000 paysans ont combattu la police et une soixantaine de véhicules officiels ont été renversés ou

---

<sup>42</sup> Presque 482 millions d'euros alors qu'il faudrait de 5 à 8 milliards d'euros. Sans compter les milliards nécessaires pour effacer en partie les dommages causés aux êtres humains et à l'environnement par des dizaines d'années de pollution industrielle (chiffres de 2012).

<sup>43</sup> The World Bank, Sepa, *Cost of pollution in China: Economic estimates of physical damages*, 2007.

détruits. Cet « incident de masse » a fait plus de 30 blessés. On mentionne plus de 3 000 membres des forces de police mobilisés dans cette action. Les émeutes ont été suscitées par les inquiétudes pour la santé des enfants, les cultures locales étant devenues impropres à la consommation en raison de la pollution extrême des sols et des eaux.

À la suite de ces événements, rapidement connus dans tout le pays, les émeutiers ont eu gain de cause et il a été ordonné aux usines de déménager. Dans les mois successifs, les 13 usines polluantes de la ville ont fermé. Mais le prix payé a été élevé car certains paysans ont été battus et d'autres arrêtés. Une douzaine de protestataires ont écopé de peines de prison, allant jusqu'à cinq ans<sup>44</sup>. Malgré la dureté de la réaction étatique, ces affrontements entre paysans, administrations locales et forces de répression, appelés par les autorités « incidents de masse », sont très nombreux<sup>45</sup>.

## LE VIVANT ET L'ÊTRE HUMAIN, UNE RELATION NATURELLE MÉDIATISÉE PAR LE TRAVAIL

*« Spinoza élimine le dualisme de Dieu et de la Nature, puisqu'il déclare que les actes de la Nature sont ceux de Dieu. Cependant, c'est justement parce qu'il considère que les actes de la Nature sont ceux de Dieu, que ce dernier reste, chez Spinoza, un être distinct de la Nature, mais qui en constitue le fondement. Il considère Dieu comme le sujet et la Nature comme le prédicat. Une philosophie qui s'est complètement libérée des traditions théologiques doit supprimer cette importante lacune de la philosophie de Spinoza, qui est saine dans son essence. "À bas cette contradiction !", s'exclame Feuerbach. "Ce n'est pas Deus sive Natura mais aut Deus aut Natura"<sup>46</sup> qui est le mot d'ordre de la Vérité. »* » Gueorgui Plekhanov, *Les Questions fondamentales du marxisme*, 1907<sup>47</sup>.

Dans son *Éthique*, Baruch Spinoza (1632-1677) soutient qu'il n'y a pas d'autre substance que la Nature, infinie, éternelle et se reproduisant par elle-même. L'expression latine *Deus sive Natura* (« Dieu, c'est-à-dire la Nature ») signifie que rien n'est extérieur à la nature, y compris l'être humain. Ce père hollandais, d'origine juive séfearade, du rationalisme et des Lumières a également pavé la voie au matérialisme moderne et au marxisme en enterrant le dualisme qui ferait de l'être humain un « autre que soi ».

*« Surtout depuis les énormes progrès de la science de la nature au cours de ce siècle, nous sommes de plus en plus à même de connaître aussi les conséquences naturelles lointaines, tout au moins de nos actions les plus courantes dans le domaine de la production, et, par suite, d'apprendre à les maîtriser. Mais plus il en sera ainsi, plus les hommes non seulement sentiront, mais sauront à nouveau qu'ils ne font qu'un avec la nature et plus deviendra impossible cette idée absurde et contre nature d'une opposition entre l'esprit et la matière, l'homme et la nature, l'âme et le corps, idée qui s'est répandue en Europe depuis le déclin de l'Antiquité classique et qui a connu avec le christianisme son développement le plus élevé. »* Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, « Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme », 1876<sup>48</sup>.

---

<sup>44</sup> Événements rapportés par : Zhang Yulin, *Tansuo yu zhengming*, n° 5, mai 2006. Voir aussi *LA Times*, 3 septembre 2006 ; et *Washington Post*, 13 juin 2005.

<sup>45</sup> Un chiffre qui s'est élevé à 87 000 cas en 2005 (avec 240 incidents par jour, pour les chiffres de 2005 et 2006), selon l'agence de presse Xinhua, 9 décembre 2006. Voir : [https://www.persee.fr/doc/perch\\_1021-9013\\_2008\\_num\\_103\\_2\\_3628](https://www.persee.fr/doc/perch_1021-9013_2008_num_103_2_3628)

<sup>46</sup> *Deus sive Natura* : « Dieu, c'est-à-dire la Nature ». *Aut Deus aut Natura* : « Dieu ou la Nature ».

<sup>47</sup> Voir : <https://www.marxists.org/archive/plekhanov/1907/fundamental-problems.htm>

<sup>48</sup> Voir : [https://www.marxists.org/francais/engels/works/1883/00/engels\\_dialectique\\_nature.pdf](https://www.marxists.org/francais/engels/works/1883/00/engels_dialectique_nature.pdf)

« Mais si l'on demande ensuite ce que sont la pensée et la conscience et d'où elles viennent, on trouve qu'elles sont des produits du cerveau humain et que l'homme est lui-même un produit de la nature, qui s'est développé dans et avec son milieu ; d'où il résulte naturellement que les productions du cerveau humain, qui en dernière analyse sont aussi des produits de la nature, ne sont pas en contradiction, mais en conformité avec l'ensemble de la nature. » Friedrich Engels, *Anti-Dühring*, « Philosophie III. Subdivision. L'apriorisme » 1878<sup>49</sup>.

La conscience de soi procède chez l'être humain de sa reconnaissance d'être un élément du vivant. Le rapport à l'autre être humain ne peut se concevoir hors de cette reconnaissance. L'humanité de l'être humain est consubstantielle à sa relation immédiate au vivant dont la reproduction sexuée constitue le principe à la fois naturel et social. Le premier rapport social est ainsi celui qui permet la perpétuation de l'espèce. Ce rapport est pleinement inscrit dans l'œuvre révolutionnaire de redressement des relations entre l'être humain et le vivant. Un « détail » que l'écologie politique oublie ou, au mieux, relègue dans la case séparée de l'« écoféminisme ».

« Dans cette relation naturelle d'espèce, la relation de l'homme à la nature est immédiatement sa relation à l'homme, de même que sa relation à l'homme est immédiatement sa relation à la nature – sa propre destination naturelle. Dans cette relation se manifeste donc sensuellement, réduite à un fait observable, la mesure dans laquelle l'essence humaine est devenue nature pour l'homme, ou dans laquelle la nature pour lui est devenue l'essence humaine de l'homme. De cette relation, on peut donc juger de tout le niveau de développement de l'homme. Du caractère de cette relation découle la mesure dans laquelle l'homme en tant qu'être générique, en tant qu'homme, est parvenu à être lui-même et à se comprendre lui-même ; la relation de l'homme à la femme est la relation la plus naturelle de l'être humain à l'être humain<sup>50</sup>. Elle révèle donc la mesure dans laquelle le comportement naturel de l'homme est devenu humain, ou la mesure dans laquelle l'essence humaine en lui est devenue une essence naturelle – la mesure dans laquelle sa nature humaine est devenue naturelle pour lui. Cette relation révèle également la mesure dans laquelle le besoin de l'homme est devenu un besoin humain ; la mesure dans laquelle, par conséquent, l'autre personne en tant que personne est devenue pour lui un besoin – la mesure dans laquelle il est en même temps un être social dans son existence individuelle. » Karl Marx, *Manuscrits économico-philosophiques de 1844*, « Propriété privée et communisme<sup>51</sup> »

Ceci dit, l'être humain entretient une relation particulière avec ce qu'il convient de nommer la nature qui lui est extérieure (mais pas étrangère). Ce rapport est façonné par une faculté que le premier a développée à l'extrême : sa capacité de transformer puis de dominer la seconde.

« La domination de la nature qui commence avec le développement de la main, avec le travail, a élargi à chaque progrès l'horizon de l'homme. Dans les objets naturels, il découvrirait constamment des propriétés nouvelles, inconnues jusqu'alors. [...] Comme nous l'avons déjà indiqué, les animaux modifient la nature extérieure par leur activité aussi bien que l'homme, bien que dans une mesure moindre, et, comme nous l'avons vu, les modifications qu'ils ont opérées dans leur milieu réagissent à leur tour en les transformant sur leurs auteurs. Car rien dans la nature n'arrive isolément. Chaque phénomène réagit sur l'autre et inversement, et c'est la plupart du temps parce qu'ils oublient ce mouvement et cette action réciproque universels que nos savants sont empêchés d'y voir clair dans les choses les plus simples. » Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, « Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme », 1883<sup>52</sup>.

---

<sup>49</sup> Voir : <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1878/06/fe18780611e.htm>

<sup>50</sup> L'espèce humaine, comme toute espèce, pour exister doit se reproduire. La relation « naturelle » pour reproduire l'espèce est la « relation de l'homme à la femme ». En aucun cas, l'usage de cette citation ne veut normaliser la sexualité des êtres humains, d'autant que l'espèce humaine a la capacité de pratiquer la sexualité en dehors du temps de la reproduction.

<sup>51</sup> Voir : <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1844/manuscripts/comm.htm>

<sup>52</sup> *Dialectique de la nature*, *Op. cit.*

« La spécialisation de la main, voilà qui signifie l'outil, et l'outil signifie l'activité spécifiquement humaine, la réaction modificatrice de l'homme sur la nature, la production. Il est aussi des animaux au sens étroit du mot : la fourmi, l'abeille, le castor, qui ont des outils, mais ce ne sont que des membres de leur corps ; il est aussi des animaux qui produisent, mais leur action productrice sur la nature environnante est à peu près nulle au regard de la nature. Seul l'homme est parvenu à imprimer son sceau à la nature, non seulement en déplaçant le monde végétal et animal, mais aussi en transformant l'aspect, le climat de sa résidence, voire les animaux et les plantes, et cela à un point tel que les conséquences de son activité ne peuvent disparaître qu'avec le dépérissement général du globe terrestre. S'il est parvenu à ce résultat, c'est d'abord et essentiellement grâce à la main. Même la machine à vapeur, qui est jusqu'ici son outil le plus puissant pour transformer la nature, repose en dernière analyse, parce que c'est un outil, sur la main. Mais la tête a accompagné, pas à pas, l'évolution de la main ; d'abord vint la conscience des conditions requises pour chaque résultat pratique utile et plus tard, comme conséquence, chez les peuples les plus favorisés, l'intelligence des lois naturelles qui conditionnent ces résultats utiles. Et avec la connaissance rapidement grandissante des lois de la nature, les moyens de réagir sur la nature ont grandi aussi ; la main, à elle seule, n'aurait jamais réalisé la machine à vapeur si, corrélativement, le cerveau de l'homme ne s'était développé avec la main et à côté d'elle, et en partie grâce à elle. » Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, « Introduction », 1883<sup>53</sup>.

Le travail est la clé de la relation homme-nature. Par le travail coopératif concret, l'espèce humaine s'approprie les forces naturelles et les apprivoise, en les canalisant pour réaliser ses fins. C'est de la sorte que l'espèce affirme sa domination sur la nature.

« Le travail est de prime abord un acte qui se passe entre l'homme et la nature. L'homme y joue lui-même vis-à-vis de la nature le rôle d'une puissance naturelle. Les forces dont son corps est doué, bras et jambes, tête et mains, il les met en mouvement afin de s'assimiler des matières en leur donnant une forme utile à sa vie. En même temps qu'il agit par ce mouvement sur la nature extérieure et la modifie, il modifie sa propre nature, et développe les facultés qui y sommeillent. [...] Le procès de travail tel que nous venons de l'analyser dans ces moments simples et abstraits, l'activité qui a pour but la production de valeurs d'usage, l'appropriation des objets extérieurs aux besoins est la condition générale des échanges matériels entre l'homme et la nature, une nécessité physique de la vie humaine, indépendante par cela même de toutes ses formes sociales, ou plutôt également commune à toutes. » Karl Max, *Le Capital*, « livre I, sect. III, chap. VII », 1867<sup>54</sup>.

« Certes, l'animal produit lui aussi. Il construit son nid, son abri, comme le castor, l'abeille, la fourmi, etc. Seulement, il ne produit que ce dont il a besoin immédiatement pour lui ou pour ses petits ; il produit unilatéralement, tandis que l'homme produit universellement ; l'animal produit uniquement sous l'aiguillon d'un besoin physique immédiat, tandis que l'homme produit même lorsqu'il est libéré de tout besoin physique et il ne produit véritablement que lorsqu'il en est libéré. L'animal ne produit que lui-même, tandis que l'homme reproduit la nature tout entière. Ce que l'animal produit fait partie intégrante de son corps physique, tandis que l'homme se dresse librement en face de son produit. L'animal œuvre seulement à l'échelle et en fonction des besoins de son espèce, tandis que l'homme sait produire à l'échelle de n'importe quelle espèce et applique à l'objet la mesure qui lui est immanente. » Karl Marx, *Manuscrits de 1844* « Premier manuscrit Le travail aliéné », 1844<sup>55</sup>.

---

<sup>53</sup> *Dialectique de la nature*, *Op. cit*

<sup>54</sup> Voir : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-7.htm>

<sup>55</sup> Voir : [https://www.marxists.org/francais/marx/works/1844/00/km18440000/km18440000\\_3.htm](https://www.marxists.org/francais/marx/works/1844/00/km18440000/km18440000_3.htm).

*« Bref, l'animal utilise seulement la nature extérieure et provoque en elle des modifications par sa seule présence ; par les changements qu'il y apporte, l'homme l'amène à servir à ses fins, il la domine. Et c'est en cela que consiste la dernière différence essentielle entre l'homme et le reste des animaux, et cette différence, c'est encore une fois au travail que l'homme la doit. » Friedrich Engels, Dialectique de la nature, « Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme », 1883<sup>56</sup>.*

La domination de l'être humain sur la nature, l'humanisation de celle-ci, n'est cependant concevable qu'à l'échelle de l'espèce et pas de l'individu. Aussi, la relation à la nature est immédiatement sociale car elle ne se comprend que dans la mesure où les êtres humains coopèrent pour sa transformation à leur image. Par extension, la nature devient véritablement le corps de l'espèce, un corps « inorganique » qui complète son corps organique et entretient avec lui un échange permanent et dynamique.

*« L'universalité de l'homme apparaît dans la pratique précisément dans l'universalité qui fait de toute la nature son corps inorganique – à la fois dans la mesure où la nature est (1) son moyen de vie direct, et (2) la matière, l'objet et l'instrument de son activité vitale. La nature est le corps inorganique de l'homme – c'est-à-dire la nature, dans la mesure où elle n'est pas elle-même un corps humain. L'homme vit de la nature signifie que la nature est son corps, avec lequel il doit rester en échange continu s'il ne veut pas mourir. Que la vie physique et spirituelle de l'homme soit liée à la nature signifie simplement que la nature est liée à elle-même, car l'homme fait partie de la nature. » Karl Marx, Manuscrits de 1844 « Premier manuscrit Le travail aliéné », 1844<sup>57</sup>.*

Pour autant, la nature humanisée n'est pas totalement asservie à l'être humain. La nature extérieure à l'être humain suit ses propres lois et dynamiques qui, d'une part, offrent résistance aux actions transformatrices humaines et, d'autre part, sont influencées par ces dernières. Influences qui, dans un système complexe, peuvent déclencher des réactions en chaîne, dont certaines catastrophiques et que l'être humain n'est pas en mesure d'anticiper entièrement. La réalité propre de la nature, distincte de celle de l'être humain, avec son rythme particulier ponctué notamment par des cycles de reproduction longs et des mouvements circulaires où tous ses composants sont reliés, mérite pour le moins d'être reconnue par l'espèce humaine. Autrement, cette dernière sera de plus en plus victime systématique de crises environnementales globales de résolution de plus en plus difficile, voire, dans certains cas, impossible.

*« Cependant ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. Chaque victoire a certes en premier lieu les conséquences que nous avons escomptées, mais, en second et en troisième lieu, elle a des effets tout différents, imprévus, qui ne détruisent que trop souvent ces premières conséquences. Les gens qui, en Mésopotamie, en Grèce, en Asie Mineure et autres lieux essartaient les forêts pour gagner de la terre arable, étaient loin de s'attendre à jeter par-là les bases de l'actuelle désolation de ces pays, en détruisant avec les forêts les centres d'accumulation et de conservation de l'humidité. Sur le versant sud des Alpes, les montagnards italiens qui saccageaient les forêts de sapins, conservées avec tant de sollicitude sur le versant nord, n'avaient pas idée qu'ils savaient par là l'élevage de haute montagne sur leur territoire ; ils soupçonnaient moins encore que, par cette pratique, ils privaient d'eau leurs sources de montagne pendant la plus grande partie de l'année et que celles-ci, à la saison des pluies, allaient déverser sur la plaine des torrents d'autant plus furieux. Ceux qui répandirent la pomme de terre en Europe ne savaient pas qu'avec les tubercules farineux, ils répandaient aussi la scrofuleuse. Et ainsi les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régions nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein et que toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur*

---

<sup>56</sup> *Dialectique de la nature Op. cit.*

<sup>57</sup> *Manuscrits de 1844, Op. cit.*

*L'ensemble des autres créatures de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement. [...] Vis-à-vis de la nature comme de la société, on ne considère principalement, dans le mode de production actuel, que le résultat le plus proche, le plus tangible ; et ensuite on s'étonne encore que les conséquences lointaines des actions visant à ce résultat immédiat soient tout autres, le plus souvent tout à fait opposées ; que l'harmonie de l'offre et de la demande se convertisse en son opposé polaire ainsi que nous le montre le déroulement de chaque cycle industriel décennal [...]. » Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, « Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme », 1883<sup>58</sup>.*

La mise en garde de Friedrich Engels est toujours d'une brûlante actualité. Toutefois, dans l'écologie politique, les cauchemars d'une nature extérieure entièrement détruite par l'homme ou, son contraire apparent, d'une nature qui se vengera de lui relèvent d'un catastrophisme aux traits mystiques. L'être humain et la nature ne font qu'un, même si leurs échanges organiques, en particulier au sein du mode de production capitaliste, ont entraîné des crises environnementales répétées.

## **LE CAPITALISME BOULEVERSE DAVANTAGE LA RELATION ENTRE L'HOMME ET SON ENVIRONNEMENT NATUREL**

Préserver les forces productives naturelles, assurer leur reproductibilité, est une nécessité impérieuse que les sociétés divisées en classes ont systématiquement négligée. Le capitalisme est à cet égard le mode de production qui a le plus accru la force productive du travail social et, ce faisant, l'exploitation des forces productives naturelles. Leur utilité pour l'être humain a augmenté à démesure sous le capitalisme, alors même que ce dernier en menace en plusieurs points la valeur d'usage.

Si la production humaine depuis ses débuts consiste en un échange organique homme-nature, le mode de production capitaliste a entraîné une rupture historique, qui se manifeste par une contradiction entre l'hyper-développement des forces productives de la nature en même temps que leur destruction. L'accumulation croissante de capital n'est possible qu'en poussant la force de travail à ses limites ultimes (extension et intensification de la journée de travail) pour augmenter en permanence la quantité de surtravail, donc de survaleur. Simultanément, la nature est utilisée par la grande industrie mécanisée – tendanciellement – sans limite et jusqu'à l'épuisement de ses ressources, c'est-à-dire sans restituer « *ses éléments de fertilité, des ingrédients chimiques qui lui sont enlevés et usés sous forme d'aliments, de vêtements, etc.* » Karl Marx, *Le Capital*, « livre I, sect. IV, chap. XV », 1867<sup>59</sup>.

En sus, la concentration de capital induisant la baisse tendancielle du taux de profit, le capital se doit d'augmenter encore et encore ses volumes de production pour accroître la masse de profits. Cet impératif absolu de l'accumulation de capital n'intègre qu'*ex post* (quand ça lui est possible et quand il ne peut plus l'éviter) la nécessité de préserver son accès aux forces productives naturelles. C'est pourquoi l'augmentation des forces productives humaines et naturelles se réalise au prix de leur dépérissement à terme.

---

<sup>58</sup> *Dialectique de la nature Op. cit.*

<sup>59</sup> Voir : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-15-10.htm>

« Dans l'agriculture comme dans la manufacture, la transformation capitaliste de la production semble n'être que le martyrologue du producteur, le moyen de travail que le moyen de dompter, d'exploiter et d'appauvrir le travailleur. La combinaison sociale du travail que l'oppression organisée de sa vitalité, de sa liberté et de son indépendance individuelle. La dissémination des travailleurs agricoles sur de plus grandes surfaces brise leur force de résistance, tandis que la concentration augmente celle des ouvriers urbains. Dans l'agriculture moderne, de même que dans l'industrie des villes, l'accroissement de productivité et le rendement supérieur du travail s'achètent au prix de la destruction et du tarissement de la force de travail. En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les États-Unis du nord de l'Amérique, par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement. La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur. » Karl Marx, *Le Capital*, « livre I, sect. IV, chap. XV », 1867<sup>60</sup>.

Aujourd'hui, l'ambition des pays capitalistes avancés de remplacer les énergies fossiles par des sources d'énergie moins, voire non émettrices de CO<sub>2</sub>, ainsi que d'optimiser l'utilisation de l'énergie, agit bien sur un facteur objectif du réchauffement climatique. Mais la défense capitaliste de l'environnement est innervée par l'illusion qu'un développement technologique supplémentaire pourra venir à bout des causes de la destruction environnementale. Or la technologie n'est pas séparable des finalités du mode de production. Le mythe de l'autonomisation de la science de sa cause efficiente inspire les écologistes au service du capital. La science au contraire se développe dans les entrailles de la production et par son intermédiaire. Ses applications concrètes (les technologies) doivent passer l'examen de la valorisation pour être adoptées en grand. Si elles ne contribuent pas à augmenter la productivité du travail social, donc à produire de plus en plus de profits, elles sont tout simplement écartées et leur développement n'est pas financé.

Se poser la question environnementale implique, pour les prolétaires, de se poser directement la question de savoir si le capitalisme mérite de survivre. La destruction des forces productives naturelles est la règle du capitalisme et quand la correction s'impose, elle n'est jamais complète, ni réalisée à temps, ni soutenable sur le temps long pour les forces productives tant humaines que naturelles. L'urgence – largement relativisée par la guerre d'Ukraine – de traiter le problème climatique ne relève pas d'une soudaine prise de conscience environnementale de la part du système capitaliste. Elle correspond au contraire à la volonté de maintenir la profitabilité du capital, face à la stagnation du taux de profit et à l'accroissement des dépenses improductives nécessaires pour contenir les effets négatifs du changement climatique.

## **L'INSUFFISANCE THÉORIQUE ET POLITIQUE DE L'IDÉOLOGIE ÉCOLOGISTE FACE AU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE**

Deux idées fausses circulent dans les milieux écologistes. En forçant le trait, la première voudrait que la nature soit victime de l'Anthropocène, « une nouvelle époque géologique qui se caractérise par l'avènement des hommes comme principale force de changement sur Terre, surpassant les forces géophysiques. C'est l'âge des humains ! Celui d'un désordre planétaire inédit<sup>61</sup> ». La seconde prétend que l'être humain se serait détaché de son être naturel en déstabilisant la totalité du vivant. D'où la formation d'une nouvelle

---

<sup>60</sup> *Le Capital*, *Op. cit.*

<sup>61</sup> Voir : <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/271086-terre-climat-quest-ce-que-lanthropocene-ere-geologique>

idéologie, celle de l'écologie politique comme « *régulation des équilibres et des cycles biologiques* », car l'« *écosystème, n'étant pas un organisme, est dépourvu* » d'une telle finalité<sup>62</sup>.

La première variante de l'écologie politique conduit à concevoir l'être humain comme « autre que soi », une vision métaphysique de celui-ci dont la qualité d'être une composante du vivant est gommée. L'être humain est réduit au démiurge platonicien, cause productrice puis moteur unique du vivant. La deuxième approche, plus subtile en revanche, plaide pour une action collective de l'être humain afin de rétablir l'équilibre entre celui-ci et la nature. Ici, l'être humain n'est pas identifié comme « autre que soi » eu égard au vivant.

Ce courant s'intègre, au plan conceptuel, dans la théorie de la régulation<sup>63</sup>. Cette idéologie énoncée, dans les années 1970, par les économistes Robert Boyer, Michel Aglietta et Yves Saillard met certes au centre de son analyse les rapports sociaux et le capitalisme, mais sa finalité reste la correction des déséquilibres de la formation sociale et économique dominante. Le point de départ philosophique étant justement la recherche de l'équilibre homme-machine, homme-société, homme-nature, etc. L'écosystème dépourvu de finalité (comme pour le premier courant mentionné) nécessiterait l'activité consciente de l'être humain pour se « rééquilibrer ».

Or, pour les matérialistes modernes, de Darwin à Marx et Engels, le vivant est en mouvement permanent, donc crée et recrée des déséquilibres, des sauts et des crises. Tout système naturel évolue, à partir de ses bases de reproduction propres, par discontinuités périodiques lors des mouvements violents d'adaptation à un environnement qui mute. Il en est ainsi aussi pour l'espèce humaine. Ces bases sans cesse déstabilisées provoquent les crises environnementales et celles-ci sont la démonstration patente que les systèmes naturels ne sont pas réductibles aux dynamiques humaines.

Le mouvement prévaut sur l'équilibre car le mouvement est permanent et l'équilibre seulement transitoire. Le mouvement est la loi générale de la matière, dont le vivant, tandis que l'équilibre n'est autre que l'un de ses états particuliers. L'équilibre est un moment (temporaire, fragile) du mouvement (c'est-à-dire du déséquilibre).

*« L'équilibre est inséparable du mouvement. [...] Sur la terre le mouvement s'est différencié dans l'alternance du repos et de l'équilibre : le mouvement singulier tend vers l'équilibre, la totalité du mouvement supprime à nouveau l'équilibre singulier. La roche est parvenue à l'état de repos, mais l'effet des intempéries, l'action du ressac marin, des fleuves, des glaciers détruisent constamment l'équilibre. L'évaporation et la pluie, le vent, la chaleur, les phénomènes, électriques et magnétiques nous donnent le même spectacle. Enfin, dans l'organisme vivant, nous observons le mouvement constant de toutes ses particules les plus petites aussi bien que d'organes plus grands, mouvement qui a pour résultat, pendant la période normale de vie, l'équilibre constant de l'ensemble de l'organisme, et qui pourtant ne cesse pas : unité vivante du mouvement et de l'équilibre. Tout équilibre seulement relatif et temporaire. »* Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, « Notes et fragments », 1883<sup>64</sup>.

---

<sup>62</sup> Voir : <https://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-2010-2-page-41.htm>

<sup>63</sup> « *Au cours des vingt dernières années, les régulationnistes ont tenté de dégager les grandes lignes d'un modèle postfordiste qui, sur le plan écologique, est resté en fin de compte assez proche du modèle industrialiste originel. Ces recherches ont surtout mis l'accent sur la configuration de l'organisation du travail et de l'appareil productif en s'appuyant sur une réalité écologique et un paradigme environnemental qui remontent au début du vingtième siècle.* » in : <https://www.erudit.org/fr/revues/crs/2008-n45-crs1518250/1002497ar.pdf>

<sup>64</sup> *Dialectique de la nature*, Op. cit.

Miser politiquement sur l'équilibre renvoie à un idéalisme excessivement anthropocentré (donc dualiste) qui voudrait que l'action consciente et volontaire de l'être humain puisse restaurer l'Arcadie du mythe virgilien, où bergers et brebis vivaient dans un monde sans contradiction entre l'espèce humaine et la nature extérieure. Or, aucun retour en arrière n'est possible. Ni l'espèce humaine, ni la nature extérieure ne reviendront à leurs origines plus ou moins mythiques de l'homme sauvage qui se confond avec sa nature extérieure et de la nature tout aussi sauvage qui submerge l'homme.

La conséquence politique la plus évidente de la théorie de la régulation est la conservation de l'existant aux corrections préconisées près, tant des rapports sociaux que de la relation entre l'être humain et la nature extérieure. Plus généralement, l'écologie politique, dans ses deux variantes principales, mystifie la relation de l'être humain avec le vivant et parvient à des conclusions de maintien de l'ordre existant fondé sur des sociétés divisées en classes. Pourtant, un monde soumis à la dictature de la marchandise et donc à l'épuisement des êtres humains et de la nature ne peut pas les « sauver ». Un paradoxe à peine apparent...

La critique du « capitalisme durable », première et évidente, doit être portée par les révolutionnaires au sein des mouvements ouvriers d'abord et écologistes ensuite. Le redressement de la relation de l'être humain au reste du vivant ne peut être fait qu'en s'émancipant du capital et de la course au profit, par un changement radical des rapports sociaux de production à l'échelle mondiale.

Le capital n'est pas non plus « décroissant » et ne le sera jamais car l'accumulation à courte échéance (la dite croissance) reste son impératif majeur. Finalité qui empêche de traiter correctement et radicalement la problématique du climat nécessitant – un peu comme pour la gestion des pandémies – une organisation totalement différente de l'espace (notamment en mettant fin à l'hyperconcentration urbaine).

*« La suppression de l'opposition de la ville et de la campagne n'est donc pas seulement possible. Elle est devenue une nécessité directe de la production industrielle elle-même, comme elle est également devenue une nécessité de la production agricole et, par-dessus le marché, de l'hygiène publique. Ce n'est que par la fusion de la ville et de la campagne que l'on peut éliminer l'intoxication actuelle de l'air, de l'eau et du sol ; elle seule peut amener les masses qui aujourd'hui languissent dans les villes au point où leur fumier servira à produire des plantes, au lieu de produire des maladies. » Friedrich Engels, Anti-Dübring, 1878<sup>65</sup>*

Le capitalisme ne peut exister que sous une forme qui exige la valorisation constante du capital, laquelle aliène la liaison directe et consciente entre les besoins humains et leur satisfaction matérielle. Le capitalisme a radicalement transformé la chaîne des besoins caractéristique des modes de production antérieurs, eux-mêmes définis par des situations de pénurie. Ce changement s'est produit en raison de l'augmentation massive des forces productives qui a accompagné l'industrialisation généralisée. Le nouveau système de besoins propres au marché qui en a découlé a parfaitement réussi à déguiser les besoins aliénés en besoins humains.

*« Nous avons vu quelle signification, dans le socialisme, acquiert la richesse des besoins humains, et quelle signification, par conséquent, obtiennent à la fois un nouveau mode de production et un nouvel objet de production : une nouvelle manifestation des forces de la nature humaine et un nouvel enrichissement de la nature humaine. Sous le régime de la propriété privée, leur signification est inversée : chacun spéculé pour créer un nouveau besoin chez un autre, afin de le pousser à de nouveaux sacrifices, de le placer dans une nouvelle dépendance et de le séduire dans un nouveau mode de jouissance et donc de ruine économique. Chacun essaie d'établir sur l'autre un pouvoir étranger, afin de trouver ainsi la satisfaction de son propre besoin égoïste. L'augmentation de la quantité d'objets s'accompagne donc d'une extension du*

---

<sup>65</sup> Voir : <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1878/06/fe18780611ac.htm>

*domaine des pouvoirs étrangers auxquels l'homme est soumis, et chaque nouveau produit représente une nouvelle potentialité d'escroquerie et de pillage mutuels... » Karl Marx, Manuscrits de 1844, « Troisième manuscrit. Besoins humains et division du travail sous le régime de la propriété privée<sup>66</sup> »*

La problématique de la crise de la nature extérieure – car il s'agit d'une véritable crise, grave et durable désormais, mais qui ne sonne pas pour autant le glas du mode production capitaliste – ne se réduit pas au seul réchauffement climatique. Ce dernier ne peut guère être isolé des nombreuses autres manifestations de cette crise : disparition des terres sauvages, réduction des espèces du vivant, désertification croissante, assèchement des mers, déforestation, incendies incontrôlables, etc.

Elle doit au contraire recevoir du genre humain une réponse planifiée sur plusieurs générations qui placerait la restauration progressive des forces productives de la nature extérieure en tête de ses objectifs historiques, en établissant un lien conscient entre les besoins de l'être humain et la façon dont il agit en tant que force naturelle pour les satisfaire. Il n'y a pas d'autre moyen d'y parvenir que la confrontation avec le mode de production actuel.

*« Lorsque les ouvriers communistes se réunissent, c'est d'abord la doctrine, la propagande, etc., qui est leur but. Mais en même temps ils s'approprient par là un besoin nouveau, le besoin de la société, et ce qui semble être le moyen est devenu le but. On peut observer les plus brillants résultats de ce mouvement pratique, lorsque l'on voit réunis des ouvriers socialistes français. Fumer, boire, manger, etc., ne sont plus là comme des prétextes à réunion ou des moyens d'union. L'assemblée, l'association, la conversation qui à son tour a la société pour but leur suffisent, la fraternité humaine n'est pas chez eux une phrase vide, mais une vérité, et la noblesse de l'humanité brille sur ces figures endurcies par le travail. » Karl Marx, Manuscrits de 1844 « Troisième manuscrit. Besoins humains et division du travail sous le régime de la propriété privée »<sup>67</sup>.*

La société capitaliste, qui aggrave et étend sans cesse une asymétrie destructrice des relations entre les êtres humains et la nature extérieure, est tout à fait incapable d'affronter la question de sa soutenabilité. Le capitalisme crée seulement *« les conditions matérielles d'une synthèse nouvelle et supérieure, c'est-à-dire l'union de l'agriculture et de l'industrie sur la base du développement que chacune d'elles acquiert pendant la période de leur séparation complète »*. Karl Marx, *Le Capital*, 1867, livre I, sect. IV, chap. XV<sup>68</sup>.)

À cette fin, les producteurs associés de la nouvelle société devront établir des échanges organiques entre l'homme et la terre *« d'une manière systématique, sous une forme appropriée au développement humain intégral et comme loi régulatrice de la production sociale<sup>69</sup> »*.

Le communisme réalisé est ainsi le contraire de la régulation de l'existant. Il s'incarne dans la planification d'une relation dynamique entre l'espèce humaine et son environnement naturel qui tend à minimiser les réactions violentes des systèmes naturels spécifiques. L'être humain doit, en se libérant de la réification générale des forces productives humaines et naturelles, instaurer avec la nature extérieure des relations qui minimisent à l'extrême les crises et catastrophes environnementales. Pour cela, le genre humain doit identifier qu'il est lui-même nature et s'opposer au dualisme entre conscience et nature extérieure. Simultanément, il doit reconnaître le fondement matériel des contradictions et des conflits entre dynamiques des systèmes naturels extérieurs à l'être humain et ce dernier.

---

<sup>66</sup> Voir : [https://www.marxists.org/francais/marx/works/1844/00/km18440000/km18440000\\_5.htm](https://www.marxists.org/francais/marx/works/1844/00/km18440000/km18440000_5.htm)

<sup>67</sup> *Manuscrits de 1844, Op.cit.*

<sup>68</sup> Voir : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-15-10.htm>

<sup>69</sup> *Le Capital, Op. cit.*

*« Lorsque la société actuelle sera arrivée à un degré d'organisation économique plus élevé, le droit de propriété de quelques individus sur les terres constituant le globe paraîtra aussi absurde que semble insensé, dans la société d'aujourd'hui, le droit de propriété d'un homme sur un autre homme. Ni une nation, ni toutes les nations couvrant le globe ne sont propriétaires de la terre ; elles n'en sont que les possesseurs, les usufruitiers, ayant pour obligation, en bons pères de famille, de la transmettre améliorée aux générations futures. » Karl Marx, *Le Capital*, « livre III, sect. VI, chap. XLVI », 1867<sup>70</sup>*

Cette possibilité peut sembler lointaine. Ce qui est certain est qu'elle ne se réalisera pas en mendiant auprès des classes dirigeantes, durant leurs COP ou à l'ONU. Les capitalistes sont parfaitement conscients de la situation, et s'ils ne perçoivent aucune urgence, c'est qu'ils n'agissent que pour leurs intérêts de classe. Sans ancrage dans les territoires productifs, là où se joue la reproduction du capital, aucun rapport de force n'est possible. En dehors des territoires productifs, il n'y a aucun espace pour la lutte, qu'elle soit défensive ou offensive. Une action revendicatrice ne peut donner naissance qu'à des slogans creux donc, au final, démobilisateurs, comme ceux concernant la température de réchauffement qui serait ou non acceptable. À l'exemple des ouvriers de Porto Marghera, il ne s'agit pas de demander mais de prendre, ici et maintenant, ce dont le genre humain a besoin. Il s'agit de s'organiser, ici et maintenant, non pas pour faire des plans de développement sur la comète, mais bien à l'intérieur même des territoires productifs pour reprendre le pouvoir sur nos conditions de travail et nos rapports à la nature. Il s'agit d'abattre les murs que le mode de production capitaliste dresse entre nos corps d'individus sociaux et notre corps naturel. Il s'agit de libérer la nature et les humains de l'asservissement à l'accumulation capitaliste.

---

<sup>70</sup> *Le Capital, Op.Cit.*

## ANNEXE

Anton Pannekoek, « La destruction de la nature<sup>71</sup> », juillet 1909.

*Nous présentons ci-après un court texte d'Anton Pannekoek, écrit au début du siècle dernier, à propos de la destruction des forêts, pour montrer que la question écologique n'était pas absente de la réflexion du mouvement ouvrier :*

De nombreux écrits scientifiques se plaignent avec émotion de la destruction croissante des forêts. Or ce n'est pas seulement la joie que chaque amoureux de la nature éprouve pour la forêt qui doit être prise en compte. Il existe aussi d'importants intérêts matériels, voire des intérêts vitaux pour l'humanité. Avec la disparition des riches forêts, des pays connus dans l'Antiquité pour leur fertilité, densément peuplés, véritables greniers pour les grandes villes, sont devenus des déserts pierreux. La pluie n'y tombe que rarement, ou des pluies diluviennes dévastatrices emportent les minces couches d'humus qu'elle doit fertiliser. Là où la forêt des montagnes a été anéantie, les torrents alimentés par les pluies de l'été roulent d'énormes masses de pierres et de sable, qui dévastent les vallées alpines, déforestent et détruisent les villages dont les habitants sont innocents « du fait que le profit personnel et l'ignorance ont détruit la forêt dans les hautes vallées et la région des sources ».

« Intérêt personnel et ignorance » : les auteurs, qui décrivent avec éloquence ce désastre, ne s'attardent pas sur ses causes. Ils croient probablement qu'il suffit d'en souligner les conséquences pour remplacer l'ignorance par une meilleure compréhension et en annuler les effets. Ils ne voient pas qu'il s'agit d'un phénomène partiel, l'un des nombreux effets de nature similaire du capitalisme, ce mode de production qui est le stade suprême de la chasse au profit.

Comment la France est-elle devenue un pays pauvre en forêts, au point d'importer chaque année des centaines de millions de francs de bois de l'étranger et de dépenser beaucoup plus pour atténuer par le reboisement les conséquences désastreuses de la déforestation des Alpes ? Sous l'Ancien Régime, il y avait beaucoup de forêts domaniales. Mais la bourgeoisie, qui a pris les rênes de la Révolution française, ne voyait dans ces forêts domaniales qu'un instrument d'enrichissement privé. Les spéculateurs ont rasé trois millions d'hectares pour transformer le bois en or. L'avenir était le cadet de leurs soucis, seul comptait le profit immédiat.

Pour le capitalisme, toutes les ressources naturelles ont la couleur de l'or. Plus il les exploite rapidement, plus le flux d'or s'accélère. L'existence d'un secteur privé a pour effet que chaque individu essaie de faire le plus de profit possible sans même penser un seul instant à l'intérêt de l'ensemble, celui de l'humanité. Par conséquent, chaque animal sauvage ayant une valeur monétaire, toute plante poussant à l'état sauvage et dégagant du profit est immédiatement l'objet d'une course à l'extermination. Les éléphants d'Afrique ont presque disparu victimes d'une chasse systématique pour leur ivoire. La situation est similaire pour les hévéas, qui sont victimes d'une économie prédatrice dans laquelle tout le monde ne fait que détruire les arbres sans en replanter de nouveaux. En Sibérie, on signale que les animaux à fourrure se raréfient de plus en plus en raison d'une chasse intensive et que les espèces les plus précieuses pourraient bientôt disparaître. Au Canada, de vastes forêts vierges sont réduites en cendres, non seulement par les colons qui veulent cultiver le sol, mais aussi par les « prospecteurs » à la recherche de gisements de minerai ; ceux-ci transforment les versants montagneux en roches dénudées pour avoir une meilleure vue d'ensemble du terrain. En Nouvelle-Guinée, un massacre d'oiseaux du paradis a été organisé afin de se plier à la lubie

---

<sup>71</sup> Voir : [https://www.marxists.org/francais/pannekoek/works/1909/07/pannekoek\\_19531108.htm](https://www.marxists.org/francais/pannekoek/works/1909/07/pannekoek_19531108.htm)

dispendieuse d'une milliardaire américaine. Les folies de la mode typiques d'un capitalisme gaspillant la plus-value ont déjà conduit à l'extermination d'espèces rares ; les oiseaux de mer de la côte est-américaine n'ont dû leur survie qu'à la stricte intervention de l'État. De tels exemples pourraient être multipliés à l'infini.

Mais les plantes et les animaux ne sont-ils pas là pour être utilisés par les humains à leurs propres fins ? Ici, nous laissons complètement de côté la question de la conservation de la nature telle qu'elle se poserait sans l'intervention humaine. Nous savons que les humains sont les maîtres de la terre et qu'ils transforment complètement la nature pour leurs besoins. Pour vivre, nous sommes complètement dépendants des forces de la nature et des richesses naturelles ; nous devons les utiliser et les consommer. Ce n'est pas de cela dont il est question ici, mais uniquement de la façon dont le capitalisme en fait usage.

Un ordre social raisonnable devra utiliser les trésors de la nature mis à sa disposition de telle sorte que ce qui est consommé soit en même temps remplacé, en sorte que la société ne s'appauvrisse pas et puisse s'enrichir. Une économie fermée qui consomme une partie des semis de céréales s'appauvrit de plus en plus et doit infailliblement faire faillite. Tel est le mode de gestion du capitalisme. Cette économie qui ne pense pas à l'avenir ne fait que vivre dans l'instantanéité. Dans l'ordre économique actuel, la nature n'est pas au service de l'humanité, mais du Capital. Ce ne sont pas les besoins vestimentaires, alimentaires et culturels de l'humanité, mais l'appétit du Capital en profit, en or, qui régit la production.

Les ressources naturelles sont exploitées comme si les réserves étaient infinies et inépuisables. Avec les néfastes conséquences de la déforestation pour l'agriculture, avec la destruction des animaux et des plantes utiles, apparaît au grand jour le caractère fini des réserves disponibles et la faillite de ce type d'économie. Roosevelt reconnaît cette faillite lorsqu'il veut convoquer une conférence internationale pour faire le point sur l'état des ressources naturelles encore disponibles et prendre des mesures pour prévenir leur gaspillage.

Bien sûr, ce plan en soi est une fumisterie. L'État peut certes faire beaucoup pour empêcher l'impitoyable extermination d'espèces rares. Mais l'État capitaliste n'est après tout qu'un triste représentant du bien commun (*Allgemeinheit der Menschen*). Il doit se plier aux intérêts essentiels du Capital.

Le capitalisme est une économie décérébrée qui ne peut réguler ses actes par la conscience de leurs effets. Mais son caractère dévastateur ne découle pas de ce seul fait. Au cours des siècles passés, les êtres humains ont exploité la nature de manière insensée sans penser à l'avenir de l'humanité tout entière. Mais leur pouvoir était réduit. La nature était si vaste et si puissante qu'avec leurs faibles moyens techniques, ils ne pouvaient lui faire subir que d'exceptionnels dommages. Le capitalisme, en revanche, a remplacé le besoin local par le besoin mondial, créé des moyens techniques pour exploiter la nature. Il s'agit alors d'énormes masses de matière qui subissent des moyens de destruction colossaux et sont déplacées par de puissants moyens de transport. La société sous le capitalisme peut être comparée à la force gigantesque d'un corps dépourvu de raison. Alors que le capitalisme développe une puissance sans limite, il dévaste simultanément l'environnement dont il vit de façon insensée. Seul le socialisme, qui peut donner à ce corps puissant conscience et action réfléchie, remplacera simultanément la dévastation de la nature par une économie raisonnable.

## LISTE DES PUBLICATIONS

### SÉRIE COURANTE

N°1	L'autonomie ouvrière frappe en Chine	Février 2011	2 €
N°2	Tunisie : restructuration à chaud de l'Etat après une tentative d'insurrection démocratique incomplète	Juin 2011	2 €
N°3	Egypte : compromis historique sur une tentative de changement démocratique	Octobre 2011	2 €
N°4	Belgique : Crise institutionnelle sur fond de crise fiscale : un avenir tchécoslovaque ou yougoslave ?	Novembre 2011	2 €
N°5	L'autonomie ouvrière frappe en Inde : la grève de Maruti Suzuki à Manesar (juin, septembre, octobre 2011)	Mai 2012	3 €
N°6	La santé comme industrie génératrice de nouvelle valeur. La transformation de l'hôpital vers un modèle industriel moderne.	Octobre 2020	2 €
N°7	Dynamiques du capitalisme d'État, de la compétition impérialiste et de la condition ouvrière après la crise sanitaire	Décembre 2021	3 €
N°8	La « transition énergétique » se mue en écologie de guerre	Mai 2023	3 €

### HORS SÉRIE

N°1	Daniel Bénard (1942-2010)	Juin 2011	4 €
N°2	Tchécoslovaquie Novembre 1989 : le prolétariat enchaîné au velours tricolore	Juin 2011	2 €
N°3	Mai-Juin 1968 : une occasion manquée pour l'autonomie ouvrière	Mai 2018	5 €

---

*« Si la classe ouvrière lâchait pied, dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure »*

Karl MARX,  
*Salaire prix et profit, 1865*